

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/ADP/M/25**

9 mars 2004

(04-1037)

---

## Comité des pratiques antidumping

### COMPTE RENDU DE LA RÉUNION ORDINAIRE TENUE LES 23 ET 24 OCTOBRE 2003

Président: M. David Evans (Nouvelle-Zélande)

1. Le Comité des pratiques antidumping (le "Comité") a tenu une réunion ordinaire les 23 et 24 octobre 2003.
2. Le Comité a adopté l'ordre du jour suivant:
  - A. ARMÉNIE – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION ..... 2
  - B. CHINE – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION ..... 2
  - C. ESTONIE – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION..... 3
  - D. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION ..... 3
  - E. MEXIQUE – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION ..... 3
  - F. PAKISTAN – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION ..... 3
  - G. PÉROU – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION..... 4
  - H. CHINE – EXAMEN DE LA NOTIFICATION DÉJÀ EXAMINÉE ..... 4
  - I. RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DÉCISIONS PRISES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DUMPING ..... 5
  - J. DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES ET FINALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DUMPING..... 11
  - K. EFFET DE L'ÉLARGISSEMENT SUR LES MESURES CORRECTIVES COMMERCIALES ACTUELLEMENT EN VIGUEUR DANS LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – DIX QUESTIONS – POINT DEMANDÉ PAR LES ÉTATS-UNIS ..... 11
  - L. EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE ..... 22
  - M. RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ANTICONTOURNEMENT..... 30
  - N. RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DE LA MISE EN ŒUVRE..... 30
  - O. AUTRES QUESTIONS ..... 31
    - i) *Communautés européennes – Droit antidumping imposé par la Communauté andine concernant le sorbitol en provenance de la France* ..... 31
    - ii) *Communautés européennes – Examen, par les États-Unis, de l'opportunité de déduire du prix d'exportation les droits compensateurs et les droits de sauvegarde au titre de l'article 201, dans les procédures antidumping* ..... 33
    - iii) *États-Unis – Interprétation correcte de l'annexe D du rapport annuel du Comité – Éviter un malentendu au sujet du nombre des décisions préliminaires et finales notifiées*..... 35

iv)	<i>Procédures concernant les demandes des Membres en matière d'activités nationales d'assistance technique – Déclaration du Président</i> .....	36
P.	DATE DE LA RÉUNION ORDINAIRE SUIVANTE .....	36
Q.	RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES .....	37

#### A. ARMÉNIE – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

3. Le Président a dit que les premiers points de l'ordre du jour concernaient l'examen des notifications des législations et/ou réglementations nouvelles ou modifiées, conformément aux procédures adoptées par le Comité à sa réunion extraordinaire d'avril 1996 (document G/ADP/W/284, 12 février 1996).

4. Le Président a rappelé que les questions relatives aux nouvelles notifications de législations devaient avoir été présentées au Membre concerné et au Secrétariat au plus tard trois semaines avant la réunion, soit le 2 octobre 2003. Conformément aux procédures convenues, les Membres étaient invités à répondre oralement aux questions écrites qu'ils avaient reçues dans les délais, et par la suite à répondre par écrit à toutes les questions présentées par écrit. Le Président a rappelé aux Membres qu'ils pouvaient poser des questions complémentaires à la réunion. Les Membres devaient poser ces questions par écrit au plus tard le 7 novembre 2003 s'ils souhaitaient recevoir une réponse par écrit. Elle a rappelé aux Membres de faire parvenir au Secrétariat, au plus tard le 8 janvier 2004, les réponses écrites à toutes les questions posées par écrit.

5. Le Comité s'est ensuite penché sur la notification de l'Arménie.

6. Les questions concernant la notification de l'Arménie sont reproduites dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/ARM/1	Questions posées par les Communautés européennes
G/ADP/Q1/ARM/2	Questions posées par les États-Unis

#### **À CE JOUR, AUCUNE RÉPONSE N'AVAIT ÉTÉ REÇUE PAR ÉCRIT AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES ÉTATS-UNIS.**

7. Le Comité **a pris note** de la notification.

#### B. CHINE – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

8. Les questions concernant la notification de la Chine sont reproduites dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/CHN/26	Questions posées par les États-Unis
G/ADP/Q1/CHN/28	Questions posées par le Mexique
G/ADP/Q1/CHN/35	Questions complémentaires posées par les États-Unis

Les réponses à ces questions sont reproduites dans le document suivant:

G/ADP/Q1/CHN/32	Réponses aux questions des États-Unis (G/ADP/Q1/CHN/26)
-----------------	---

#### **À CE JOUR, AUCUNE RÉPONSE N'AVAIT ÉTÉ REÇUE PAR ÉCRIT AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE MEXIQUE (G/ADP/Q1/CHN/28) OU AUX QUESTIONS COMPLÉMENTAIRES DES ÉTATS-UNIS (G/ADP/Q1/CHN/35).**

C. ESTONIE – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

9. Les questions concernant la notification de l'Estonie sont reproduites dans le document suivant:

G/ADP/Q1/EST/1 Questions posées par les États-Unis

**À CE JOUR, AUCUNE RÉPONSE N'AVAIT ÉTÉ REÇUE PAR ÉCRIT.**

10. Le délégué de l'Estonie a déclaré que la Loi antidumping était en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2002. L'Estonie n'avait connu depuis lors aucune affaire antidumping. Il n'y avait eu aucune plainte en la matière. La Loi antidumping contenait une disposition particulière concernant sa durée de validité: le paragraphe 72, intitulé "Abrogation", se lisait "La présente loi sera abrogée lors de l'adhésion de l'Estonie à l'Union européenne".

11. Il était fort peu probable que l'Estonie ferait usage de cette loi car le moment approchait où le recours aux mesures antidumping ne serait plus régi exclusivement par l'Estonie. En cas de problème – s'il y avait des plaintes avant l'adhésion –, la loi devrait être interprétée aux termes de l'article 123 de la Constitution estonienne afin d'assurer qu'elle était en conformité avec les règles de l'OMC, dans la perspective de l'adhésion à l'UE.

D. COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

12. Les questions concernant la notification des Communautés européennes sont reproduites dans le document suivant:

G/ADP/Q1/EEC/21 Questions posées par les États-Unis

Les réponses à ces questions sont reproduites dans le document suivant:

G/ADP/Q1/EEC/22 et Corr.1 Réponses aux questions des États-Unis

E. MEXIQUE – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

13. Les questions concernant la notification du Mexique sont reproduites dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/MEX/1 Questions posées par les Communautés européennes

G/ADP/Q1/MEX/3 Questions posées par le Chili

G/ADP/Q1/MEX/4 Questions posées par les États-Unis

Les réponses à ces questions sont reproduites dans le document suivant:

G/ADP/Q1/MEX/5 Réponses aux questions des Communautés européennes

**À CE JOUR, AUCUNE RÉPONSE N'AVAIT ÉTÉ REÇUE PAR ÉCRIT AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE CHILI ET PAR LES ÉTATS-UNIS.**

F. PAKISTAN – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

14. Aucune question n'a été posée au sujet de la notification du Pakistan. Le Comité a pris note de la notification.

G. PÉROU – EXAMEN DE LA NOUVELLE NOTIFICATION DE LÉGISLATION

15. Les questions concernant la notification du Pérou sont reproduites dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/PER/19 et Suppl.1	Questions posées par les Communautés européennes
G/ADP/Q1/PER/20	Questions posées par les États-Unis
G/ADP/Q1/PER/23	Questions complémentaires posées par les CE

Les réponses à ces questions sont reproduites dans les documents suivants:

G/ADP/Q1/PER/21 et Suppl.1	Réponses aux questions des Communautés européennes
G/ADP/Q1/PER/22	Réponses aux questions des Communautés européennes
G/ADP/Q1/PER/24	Réponses aux questions complémentaires des CE
G/ADP/Q1/PER/25	Réponses aux questions des États-Unis

H. CHINE – EXAMEN DE LA NOTIFICATION DÉJÀ EXAMINÉE

16. Passant à la notification chinoise déjà examinée, le Président a noté que des questions concernant la législation chinoise avaient été reçues des États-Unis dans les délais prescrits (document G/ADP/Q1/CHN/24). Les réponses à ces questions auraient dû être présentées par écrit au plus tard deux semaines avant la réunion, soit le 9 octobre 2003. Des réponses écrites avaient été reçues la veille de la réunion en fin de journée et des copies préliminaires du document (G/ADP/Q1/CHN/33) étaient disponibles en séance. Les États-Unis avaient présenté les questions complémentaires reproduites dans le document G/ADP/Q1/CHN/36, lesquelles n'avaient pas encore reçu de réponse.

17. Le Président a remercié toutes les délégations d'avoir répondu aux questions qui avaient été posées, ainsi que les Membres qui les avaient posés. L'examen des notifications demeurerait une mesure positive profitant à tous les Membres. Le Président leur a rappelé que les questions complémentaires devaient être remises par écrit au Membre dont la législation était concernée et au Secrétariat au plus tard le 7 novembre 2003 pour faire l'objet de réponses écrites. Les Membres étaient priés de répondre par écrit à toutes les questions reçues par écrit avant cette date. La date limite à laquelle ces réponses devaient parvenir au Secrétariat était fixée au 8 janvier 2004.

18. Le Président a signalé que la nouvelle notification de législation de la Jordanie (document G/ADP/N/1/JOR/2) serait normalement inscrite à l'ordre du jour de la réunion ordinaire suivante du Comité au printemps 2004.

19. Le Président a rappelé aux Membres que, conformément aux procédures adoptées pour l'examen des notifications de législations qui étaient reproduites dans le document G/ADP/W/284, pour qu'une nouvelle notification soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion du printemps 2004, elle devait être distribuée dans les trois langues officielles au plus tard le 11 mars 2004. D'un point de vue pratique, en raison des contraintes de traduction, les notifications de textes législatifs reçues après le 31 janvier 2004 ne pourraient vraisemblablement pas être traduites à temps.

20. Comme à l'accoutumée, le Secrétariat informerait les Membres des nouvelles notifications supplémentaires à examiner à la réunion suivante. La date limite de présentation des questions portant sur les nouvelles notifications de législations pour la réunion de l'automne suivant serait fixée au 1<sup>er</sup> avril 2004. Le Président a encouragé les Membres à présenter leurs questions le plus tôt possible, tandis que les Membres qui recevaient des questions étaient encouragés à présenter des réponses écrites, si possible avant la réunion du printemps.

21. Le Président a informé les Membres que pour qu'une notification de législation ou de réglementation déjà examinée soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion ordinaire du Comité qui se tiendrait au printemps 2004, les questions concernant cette notification devaient parvenir au Secrétariat et au Membre concerné le 11 mars 2004 au plus tard.

22. Enfin, le Président a fait part de sa constante inquiétude quant au fait que certains Membres ne présentaient aucune notification concernant les législations ou réglementations se rapportant à la lutte contre le dumping. Il a indiqué que, pour un bon nombre, sinon pour la plupart, de ces Membres, une simple notification portant la mention "néant" et précisant qu'il n'existait aucune législation ou réglementation de ce type en vigueur aurait vraisemblablement été suffisante. Il a par ailleurs fait observer que pour les Membres qui avaient ouvert des enquêtes antidumping, mais qui n'avaient pas encore notifié leur législation, il était à l'évidence important, du point de vue de tous les Membres, que cette législation soit notifiée, dans un souci de transparence et de meilleure compréhension. Il a donc invité les Membres qui ne l'avaient pas encore fait à présenter de telles notifications dans les meilleurs délais.

#### I. RAPPORTS SEMESTRIELS SUR LES DÉCISIONS PRISES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DUMPING

23. Le Président a rappelé que les Membres avaient été priés, dans le document G/ADP/N/105, en date du 10 juin 2003, de faire parvenir leurs rapports concernant le premier semestre de 2003 au plus tard le 29 août 2003. Apparemment, la plupart des Membres qui avaient pris des décisions en matière de lutte contre le dumping avaient présenté des rapports semestriels, mais tous n'avaient pas été soumis dans les délais prescrits. Il a fait observer en particulier que les Membres qui n'avaient pris aucune décision devaient simplement envoyer une lettre portant la mention "néant", une première fois fin février et une deuxième fois fin août.

24. Bien qu'il y ait encore certains problèmes quant à la forme des rapports, les Membres s'étaient manifestement efforcés de présenter leurs rapports selon le modèle de présentation établi par le Comité. Rappelant aux Membres que les lignes directrices concernant les renseignements à fournir dans les rapports semestriels étaient énoncées dans le document G/ADP/1, il a signalé que le Secrétariat était toujours à la disposition des Membres qui avaient des questions à ce sujet.

25. Le Président a dit que le paragraphe 1 du document G/ADP/N/105 et Add.1, daté du 13 octobre 2003, donnait la liste des Membres qui avaient communiqué leurs rapports semestriels. Autant que cela avait été possible, les rapports avaient été traduits et distribués aux membres du Comité, et ils figuraient parmi les documents mis à leur disposition pour la séance. Outre les Membres énumérés, la Pologne avait aussi communiqué un rapport semestriel, mais trop tard pour figurer dans le document susmentionné.

26. En plus de ceux qui avaient présenté un rapport semestriel, un certain nombre de Membres, énumérés au paragraphe 2 du document G/ADP/N/105 et Add.1, avaient notifié au Comité qu'ils n'avaient pris aucune mesure en matière de lutte contre le dumping durant la période en question. Par ailleurs, la Colombie, la Croatie, El Salvador, Oman, le Paraguay et la Roumanie avaient communiqué une notification, mais trop tard pour que leurs noms figurent dans le document susmentionné.

27. Le Président a indiqué que si les Membres semblaient, dans l'ensemble, se conformer à l'obligation de présenter des rapports semestriels, ou des rapports faisant état de l'absence de mesures, un nombre non négligeable de Membres n'avaient présenté aucun de ces deux types de rapports et ne s'étaient donc pas conformés aux prescriptions de l'article 16.4 de l'Accord. Ces Membres étaient identifiés au paragraphe 3 du document G/ADP/N/105 et Add.1.

28. Le Président a prié instamment tous les Membres de bien vouloir respecter à l'avenir les dates prescrites pour la présentation des rapports semestriels.

29. Le Comité est ensuite passé à l'examen des rapports semestriels présentés.

30. S'agissant du rapport semestriel de l'**Argentine**, le délégué de la Nouvelle-Zélande a fait observer qu'à la précédente réunion du Comité, la Nouvelle-Zélande avait posé à l'Argentine une série de questions, qui avaient été présentées par écrit ultérieurement, concernant la notification argentine au sujet de l'enquête ouverte le 2 octobre 2001 sur les produits en laine de verre en provenance de la Nouvelle-Zélande. La Nouvelle-Zélande n'avait toujours pas reçu de réponse à ces questions. Premièrement, il semblait que la durée de l'enquête était de plus de 12 mois. Étant donné que l'article 5.10 de l'Accord antidumping disposait que les enquêtes seraient, sauf circonstances spéciales, terminées dans un délai d'un an, l'Argentine pouvait-elle expliquer quelles circonstances spéciales exigeaient cette prolongation? Deuxièmement, il semblait que les mesures provisoires mises en œuvre le 2 août 2002 avaient été en vigueur plus longtemps que ne le prévoyait l'article 7.4 avant d'être remplacées par un engagement. L'Argentine pourrait-elle expliquer pourquoi ce délai avait été dépassé? La Nouvelle-Zélande serait très reconnaissante à l'Argentine d'apporter en temps voulu réponse à ces questions.

31. Le délégué de l'Argentine a précisé en réponse que les mesures provisoires n'avaient pas été mises en œuvre pendant plus de quatre mois. Deuxièmement, la période additionnelle avait été notifiée à l'Ambassade de Nouvelle-Zélande en Argentine par la note DCD 010016662/2002, datée du 30 juillet 2002, et au représentant de l'exportateur d'isolants Tasman à la même date par la note 10000666/2002. Les circonstances exceptionnelles qui avaient amené l'Argentine à adopter une période additionnelle résidaient dans la nécessité d'analyser l'engagement de prix qu'avait proposé l'exportateur à l'issue de l'enquête. L'Argentine estimait important d'examiner cet engagement de prix et elle employait donc le délai additionnel pour ce faire.

32. Le délégué de la Nouvelle-Zélande a remercié l'Argentine de sa réponse. La Nouvelle-Zélande prendrait le temps de l'étudier plus avant et elle pourrait poser des questions complémentaires.

33. S'agissant du rapport semestriel du **Brésil**, le délégué des États-Unis a posé un certain nombre de questions. Premièrement le délégué des États-Unis a demandé quel préavis avait été donné aux parties intéressées au sujet de la prolongation de l'enquête sur le benzothiazole et si les motifs de cette prolongation avaient été précisés. Deuxièmement, l'enquête sur le benzothiazole avait-elle déjà abouti à une détermination finale? Des mesures avaient-elles été prises? Troisièmement, l'enquête sur l'acrylonitrile avait-elle abouti à une détermination finale ou avait-elle été prolongée? Quatrièmement, le délégué des États-Unis a demandé au Brésil de bien vouloir confirmer qu'aucune mesure provisoire n'avait été prise dans les affaires concernant les États-Unis. Cinquièmement, le délégué des États-Unis a fait observer que le Brésil n'avait signalé aucune détermination de dommage grave pendant la période à l'examen. Il observait une tendance comparable dans les récents rapports semestriels du Brésil. Le Brésil pouvait-il confirmer qu'il avait constaté un dommage grave ou la menace d'un dommage à l'occasion de chaque enquête menée depuis 2001?

34. Le délégué du Brésil a déclaré qu'il consulterait les autorités de sa capitale et fournirait les réponses demandées. Le Comité étant revenu ultérieurement à cette question à la demande du Brésil, le délégué brésilien a répondu aux questions concernant deux enquêtes: les composés contenant le cycle benzothiazole; et les traitements à l'acrylonitrile. L'enquête sur les composés contenant le cycle benzothiazole était close depuis le 18 juillet 2003 et aucune mesure antidumping n'avait été imposée. Depuis sa clôture, il n'y avait pas eu de dommage dû à des importations faisant l'objet de dumping. L'autre enquête sur les traitements à l'acrylonitrile avait été prolongée en juillet et toutes les parties intéressées, y compris le gouvernement des États-Unis, avaient été notifiées le 18 juillet. Les motifs

de cette prolongation étaient que, postérieurement à la présentation des faits essentiels pris en compte par les autorités, de nombreux arguments avaient été présentés par les parties intéressées dans leurs documents et les autorités chargées de l'enquête devaient prendre le temps de les examiner.

35. Le délégué des États-Unis, remerciant le Brésil de la promptitude de ses réponses, a déclaré qu'il attendait avec intérêt les réponses des autres Membres.

36. S'agissant du rapport semestriel du **Costa Rica**, le délégué des États-Unis a posé une question. Il a fait observer que le Costa Rica avait annoncé en 1998 le lancement d'une enquête qui semblait être toujours en cours. Il a demandé au Costa Rica de bien vouloir expliquer cette situation.

37. Le délégué du Costa Rica a dit que la question serait transmise à sa capitale afin d'obtenir des renseignements plus détaillés sur cette enquête. En principe, selon les dispositions de l'Accord, cette enquête devrait être conclue compte tenu du temps qui s'était écoulé, mais cela devrait être confirmé.

38. S'agissant du rapport semestriel de l'**Inde**, le délégué de Singapour a remercié l'Inde de son rapport et a fait observer qu'un grand nombre des mesures signalées concernaient Singapour. Singapour souhaitait soulever en particulier la question du chlorure de méthylène. En août 2002, les autorités indiennes avaient ouvert une enquête antidumping au sujet des exportations de chlorure de méthylène (ou dichlorure de méthylène, SH 29031200) en provenance des Communautés européennes, d'Afrique du Sud et de Singapour. Les autorités indiennes avaient identifié dans leur enquête deux entreprises singapouriennes – Ethylene Glycols (S) Private Ltd. et Singa-Chem Treatment Techno Private Ltd. Les statistiques de Singapour révélaient qu'il n'y avait eu aucune exportation singapourienne à destination de l'Inde pendant la période de l'enquête, soit du 1<sup>er</sup> avril 2001 au 31 mars 2002. Le Haut Commissaire de Singapour à New Delhi avait donc écrit aux autorités indiennes le 16 septembre 2002 pour les informer que Singapour n'exportait pas et il leur avait aussi signalé que Singapour avait vérifié que les deux entreprises identifiées ne participaient pas à la fabrication ou à l'exportation du produit.

39. Dans la détermination préliminaire datée du 6 janvier 2003, les autorités indiennes avaient répondu que les données d'importations disponibles auprès de l'autorité désignée permettaient de constater qu'une quantité de 520 tonnes métriques du produit concerné avait été exportée de Singapour pendant la période de l'enquête. Des droits préliminaires avaient été imposés sur les importations en provenance de Singapour. Singapour avait récemment été mis au courant des constatations finales de cette enquête des autorités indiennes, émises le 27 août 2003. Les constatations finales imposaient un droit antidumping de 36,30 dollars EU sur toutes les importations de chlorure de méthylène en provenance de Singapour.

40. Après avoir reçu les constatations finales, le Haut Commissaire de Singapour à New Delhi a adressé une nouvelle lettre aux autorités indiennes, le 18 septembre 2003, exprimant la déception causée à Singapour par le résultat de l'enquête et invitant vivement les autorités indiennes à modifier leur conclusion.

41. Ce cas particulier inspirait plusieurs inquiétudes à Singapour au sujet de la notification et des conclusions des autorités indiennes. La première procédait de la façon apparemment arbitraire dont les exportateurs singapouriens avaient été identifiés dans cette enquête. Les deux exportateurs identifiés étaient mystifiés par les motifs de cette accusation de dumping alors qu'ils n'exportaient même pas le produit. L'un des exportateurs avait même écrit aux autorités indiennes pour confirmer qu'il ne fabriquait, ne vendait et n'exportait aucunement ce produit. Si les exportateurs visés n'étaient pas correctement identifiés, ils ne seraient certainement pas en mesure de fournir aux autorités les données appropriées. Dans ces circonstances, les autorités chargées de l'enquête auraient plus que jamais l'occasion d'utiliser des valeurs construites.

42. Deuxièmement, Singapour comprenait toujours mal comment les exportations singapouriennes auraient pu causer un dommage à la branche de production nationale indienne alors que, sur la foi des réponses données par les entreprises singapouriennes et des statistiques commerciales de Singapour, il n'y avait eu aucune exportation du produit en question pendant la période de l'enquête.

43. Enfin, le seul fait d'ouvrir une enquête antidumping avait un effet paralysant sur les échanges. Même s'il y avait eu des exportations – ou un potentiel d'exportation – de ce produit de Singapour à destination de l'Inde, l'ouverture de l'enquête aurait eu un effet dommageable sur les échanges. Singapour exhortait donc l'Inde à réexaminer soigneusement les effets de l'enquête sur le chlorure de méthylène et à en modifier les conclusions.

44. Singapour souhaitait également faire une observation sur une question plus générale concernant le rapport semestriel de l'Inde dans son ensemble. Singapour notait que l'enquête sur le chlorure de méthylène était l'une des 17 mesures antidumping engagées par l'Inde à l'encontre de Singapour depuis 1999. Aucun autre pays n'avait engagé à lui seul autant de mesures antidumping contre Singapour, et il y avait au moins cinq autres cas où des droits avaient été imposés. Dans un cas – celui du phénol – l'Inde avait déjà imposé un droit de sauvegarde sur les importations du produit.

45. Singapour souhaitait aussi soulever la question d'une pratique qui avait suscité certaines préoccupations et qui se retrouvait dans l'affaire du chlorure de méthylène. Apparemment, les renseignements fournis par les exportateurs n'étaient pas pris en compte dans les déterminations préliminaires réalisées par les autorités indiennes, qui utilisaient au contraire des valeurs construites. L'imposition de droits préliminaires et définitifs dans tous ces cas avaient défavorablement affecté les exportations singapouriennes à destination de l'Inde. Même en l'absence d'imposition de droits, les producteurs et exportateurs singapouriens avaient déjà constaté que la seule ouverture d'une enquête pouvait paralyser les échanges.

46. Le délégué des États-Unis a posé à l'Inde deux questions concernant son rapport semestriel. Dans la liste des mesures en vigueur, l'Inde indiquait que la mesure appliquée à l'encontre des électrodes de graphite en provenance des États-Unis était en place depuis le 5 mai 1998. Toutefois, dans son rapport semestriel, l'Inde signalait, au sujet de la même mesure, qu'en avril 2003 le maintien du droit au-delà de cinq ans n'était pas recommandé. Les États-Unis ont demandé à l'Inde de confirmer que la mesure visant les électrodes de graphite avait été abolie et de modifier en conséquence le tableau des mesures en vigueur. Deuxièmement, dans le texte anglais de sa notification des mesures en vigueur visant les États-Unis, l'Inde avait inscrit deux produits, l'un dénommé "SBR", l'autre "Styrene Butadiene Rubber", tous deux étant visés par des mesures en vigueur depuis le 24 août 1999. Les États-Unis demandaient à l'Inde de préciser si ces mesures concernaient le même produit.

47. Le délégué de la Corée a soulevé une question de pure procédure. Il a signalé que son pays était désigné dans le rapport de l'Inde comme "Corée du Sud" alors que sa dénomination officielle était "République de Corée".

48. Le délégué de l'Inde a remercié le délégué de Singapour d'avoir soulevé ce point. S'agissant de la question des exportations nulles de chlorure de méthylène en provenance de Singapour pendant la période de l'enquête concernant cette affaire, l'Inde rappelait que l'autorité indienne désignée avait traité cette question dans les constatations préliminaires ainsi que dans ses conclusions finales. Si Singapour le souhaitait, la question pourrait être examinée au plan bilatéral.

49. S'agissant de l'autre question d'ordre général soulevée par Singapour, portant sur le nombre de mesures antidumping prises par l'Inde à l'encontre de Singapour, le délégué de l'Inde a souligné que son pays avait toujours conduit les enquêtes antidumping de façon strictement conforme à l'Accord



antidumping de l'OMC. Les enquêtes étaient ouvertes sur la base de pétitions pleinement documentées présentées par les branches de production nationale à l'encontre d'importations faisant l'objet de dumping et provenant de divers partenaires commerciaux.

50. S'agissant de la question des droits de sauvegarde sur le phénol, le délégué de l'Inde ne disposait malheureusement pas de tous les détails. Toutefois, les Membres savaient que les enquêtes en matière de sauvegardes et de mesures antidumping visent à corriger différentes formes de situations. Si Singapour avait des préoccupations quant aux conclusions de l'enquête antidumping sur le phénol, l'Inde demanderait à Singapour de lui donner les détails. L'Inde était également prête à en discuter au niveau bilatéral.

51. S'agissant de la question soulevée par le délégué des États-Unis, le délégué de l'Inde a confirmé que le droit définitif sur les électrodes de graphite avait été aboli sur la base de la recommandation. Il n'avait pas les dates exactes, mais il a confirmé que le droit sur ce produit n'était plus en vigueur. Quant aux deux inscriptions intitulées respectivement "SBR" et "Styrene Butadiene Rubber" dans le texte anglais, il a précisé qu'un corrigendum avait déjà été émis par le Secrétariat et qu'elles concernaient bien entendu le même produit, le caoutchouc styrène butadiène.

52. En ce qui concernait la demande de la République de Corée, l'Inde en prenait note et agirait en conséquence.

53. S'agissant du rapport semestriel du **Japon**, le délégué des États-Unis a soulevé deux questions. Il a fait observer que chaque enquête menée par le Japon semblait reposer sur l'utilisation des données de fait disponibles. Il a demandé si ces données de fait disponibles comprenaient d'éventuelles hypothèses défavorables. Deuxièmement, il a demandé au Japon quel taux de droit serait appliqué à un nouvel exportateur d'une certaine fibre discontinue de polyester en provenance de Corée ou du Taipei chinois qui déciderait de ne pas demander de réexamen pour nouvel exportateur aux termes de l'article 9.5 de l'Accord antidumping.

54. Le Comité est revenu à cette question plus tard pendant la réunion à la demande du Japon. Le délégué du Japon, remerciant les États-Unis de leur intérêt pour le rapport semestriel du Japon, a regretté de n'avoir pu répondre plus tôt. Ayant consulté ses collègues, il a répondu comme suit aux deux points soulevés par les États-Unis. S'agissant des données de fait disponibles, le Japon les employait dans ces enquêtes mais non dans le contexte des données de fait défavorables. Quant à la deuxième question des États-Unis, le Japon n'avait pas encore reçu une demande de réexamen pour nouvel exportateur, mais s'il recevait une telle demande, le Japon demanderait des nouveaux exportateurs une garantie quant au montant du taux résiduel global pour la durée du réexamen.

55. Le délégué des États-Unis a demandé comment le Japon calculait le taux résiduel global dans ces deux cas, compte tenu que l'un et l'autre se fondaient sur des données de fait disponibles.

56. Le délégué du Japon a déclaré qu'en raison de la technicité de cette question, le Japon préférerait y répondre soit à la réunion suivante soit plus tôt si possible.

57. S'agissant du rapport semestriel de la **Corée**, le délégué des États-Unis a fait observer que la Corée était devenue un utilisateur relativement fréquent des mesures correctives antidumping. Compte tenu de cela, les États-Unis avaient plusieurs questions sur les pratiques coréennes en matière de lutte contre le dumping. Premièrement, il a demandé à la Corée de bien vouloir informer les États-Unis de la date à laquelle avait été ouverte l'enquête sur l'alcool éthylhexylique. Deuxièmement, dans le cas des briquets jetables en provenance de la Chine, l'utilisation des données de fait disponibles contenait-elle une hypothèse défavorable? Et troisièmement, dans le cas de l'acétate d'éthylène-vinyle en provenance du Taipei chinois, il a demandé à la Corée comment un engagement

en matière de prix pouvait se fonder sur des données de fait disponibles comme semblait l'indiquer le rapport semestriel.

58. Le délégué de la Corée a remercié les États-Unis d'avoir soulevé ces trois questions. S'agissant de la date de l'enquête sur l'alcool éthylohexylique, il pensait qu'elle avait été ouverte en août 2002. S'agissant des deux autres questions, il ne disposait pas des renseignements nécessaires et la Corée fournirait ultérieurement aux États-Unis des réponses détaillées.

59. S'agissant du rapport semestriel du **Mexique**, le délégué des États-Unis a noté que le Mexique n'avait signalé aucune détermination de dommage pendant la période couverte par le rapport. L'examen des rapports antérieurs semblait indiquer qu'une seule des 65 enquêtes que le Mexique avait ouvertes depuis la formation de l'OMC avait abouti à une conclusion négative concernant l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage. Le Mexique pouvait-il confirmer si cette interprétation de ses rapports semestriels était exacte?

60. Le délégué du Mexique a remercié les États-Unis d'avoir soulevé cette question. Il s'est engagé à consulter ses autorités afin de fournir une réponse précise à la délégation des États-Unis.

61. S'agissant du rapport semestriel de la **Pologne**, le délégué de la Pologne a fait observer que certaines données semblaient en avoir été omises. Il pensait que cela était une erreur d'informatique et la Pologne présenterait un corrigendum formel. Pour l'information du Comité, il a signalé qu'à la colonne 5, où devraient figurer les dates et les marges de dumping, seules les dates figuraient dans le cas des droits imposés à l'encontre de la République tchèque et de la Fédération de Russie, mais on ne trouvait aucune indication de la marge de dumping. Il a signalé au Comité que la marge de dumping observée était de 21 pour cent pour la République tchèque et de 30,1 pour cent pour la Russie.

62. S'agissant du rapport semestriel de l'**Afrique du Sud**, le délégué des États-Unis a fait observer que l'Afrique du Sud avait identifié un réexamen à l'extinction des droits sur l'acétylaminophénol provenant des États-Unis. Toutefois, étant donné que les États-Unis n'étaient au courant d'aucun règlement ni d'aucune règle qu'aurait adoptés l'Afrique du Sud pour la conduite d'un tel réexamen, ils lui demanderaient de préciser quand ces règles seraient notifiées au Comité.

63. Le délégué de l'Afrique du Sud a signalé que ses autorités notifieraient leur règlement à la réunion suivante du Comité, au printemps.

64. S'agissant du rapport semestriel de la **Thaïlande**, le délégué des États-Unis a fait observer que la Thaïlande n'avait signalé aucune détermination de dommage pendant la période à l'examen. L'examen des rapports antérieurs semblait indiquer que la Thaïlande n'avait jamais constaté l'existence d'un dommage. La Thaïlande pouvait-elle confirmer si cette interprétation de ses rapports semestriels était exacte?

65. Le délégué de la Thaïlande a déclaré qu'il porterait la question à l'attention de sa capitale et qu'il informerait ensuite les États-Unis.

66. S'agissant du rapport semestriel de la **Turquie**, le délégué des États-Unis a fait observer que l'enquête sur le polychlorure de vinyle en provenance des États-Unis semblait avoir duré 25 mois. Il a demandé à la Turquie si cette durée respectait le délai prévu à l'article 5.10 de l'Accord antidumping.

67. Le délégué de la Turquie a demandé aux États-Unis de présenter leur question par écrit; après avoir reçu la question écrite, la Turquie présenterait par écrit une réponse détaillée.

68. S'agissant du rapport semestriel des **États-Unis**, le délégué de la Corée a posé une question d'ordre systémique concernant le modèle de présentation des notifications. Pour la plupart des

Membres, la colonne 13 des rapports semestriels indiquait le pourcentage du volume du commerce (du pays exportateur) faisant l'objet d'une enquête. Toutefois, dans le rapport trimestriel des États-Unis, la colonne 13 s'intitulait "nombre d'entreprises" et n'indiquait pas le volume du commerce (du pays exportateur) faisant l'objet d'une enquête.

69. Le délégué des États-Unis a fait observer que ses autorités indiquaient le volume du commerce dans la colonne 11.

70. Le délégué de la Corée a signalé que d'autres Membres indiquaient aussi le volume du commerce dans la colonne 11. Sa question concernait la colonne 13, intitulée "pourcentage du volume du commerce (du pays exportateur) faisant l'objet d'une enquête". Ces renseignements étaient d'un autre ordre que ceux que fournissaient les États-Unis (nombre d'entreprises). Il se demandait lesquels de ces renseignements correspondaient au modèle de présentation prévu pour ces notifications.

71. Le délégué des États-Unis, remerciant le délégué des éclaircissements qu'il avait donnés, a signalé que ses autorités examineraient la question et répondraient à la Corée.

72. Le Président a signalé que si les réponses qui avaient été données étaient communiquées par écrit, elles seraient mises à la disposition de l'ensemble du Comité ainsi qu'aux Membres qui avaient posé les questions.

73. Le Comité **a pris note** des déclarations.

#### J. DÉCISIONS PRÉLIMINAIRES ET FINALES EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LE DUMPING

74. Le Président a indiqué que les listes de notifications des décisions préliminaires et finales en matière de lutte contre le dumping que le Comité avait reçues avaient été distribuées dans les documents G/ADP/N/104 et G/ADP/N/106-109. Depuis la dernière réunion du Comité, des mesures antidumping préliminaires et finales avaient été notifiées par l'Afrique du Sud, l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, les Communautés européennes, la Corée, l'Égypte, les États-Unis, l'Inde, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pakistan, le Pérou, Singapour, la Turquie, et l'Uruguay.

75. Le Président a indiqué que les règles établies dans ce domaine n'étaient toujours pas pleinement respectées. Comme signalé à l'annexe D du rapport annuel, dont un projet avait été mis à la disposition des Membres en début de semaine, certains Membres qui avaient présenté des rapports semestriels faisant état des mesures en cours ne l'avaient pas fait pour les décisions préliminaires et finales qu'ils avaient prises. Il a rappelé que si le Comité devait jouer convenablement son rôle de contrôle et d'examen des mesures prises par les Membres, il était très important que ceux-ci notifient leurs mesures comme le prescrivait l'Accord.

76. Le Comité **a pris note** de la déclaration du Président.

#### K. EFFET DE L'ÉLARGISSEMENT SUR LES MESURES CORRECTIVES COMMERCIALES ACTUELLEMENT EN VIGUEUR DANS LES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – DIX QUESTIONS – POINT DEMANDÉ PAR LES ÉTATS-UNIS

77. Le Président a noté que les États-Unis avaient demandé que ce point soit inscrit à l'ordre du jour de la réunion en cours et de la réunion du Comité des subventions et des mesures compensatoires prévue pour la semaine suivante. Les États-Unis avaient adressé aux Communautés européennes des questions écrites qui avaient été distribuées dans le document G/ADP/W/435-G/SCM/W/526. Tant lui-même que le Président du Comité des subventions et des mesures compensatoires avaient reçu des Communautés européennes des lettres datées du 13 octobre signalant que les Communautés

européennes fourniraient des réponses aux questions des États-Unis et proposant que ces questions soient traitées uniquement au Comité des pratiques antidumping.

78. Le délégué des États-Unis a fait observer que son pays, comme s'en souvenaient la plupart des délégués présents, avait soulevé cette question à la réunion du Comité au printemps dernier. Ceux qui souhaitent se rafraîchir la mémoire pouvaient se référer au compte rendu de la réunion distribué sous la cote G/ADP/M/24, où le débat était utilement résumé à partir de la page 10.

79. Étant donné que les Membres pouvaient se référer à ces sources, l'intervenant se proposait de décrire brièvement la question ainsi que les problèmes potentiels qui amenaient les États-Unis à soulever ces questions auprès des Communautés européennes. Comme il en avait été débattu au printemps, les CE avaient annoncé au mois de mars précédent une politique assez surprenante concernant l'effet de l'élargissement de l'UE de 15 États membres à 25 États membres, qui est prévu pour le 1<sup>er</sup> mai 2004. Avec l'agrandissement de l'UE, la Commission avait annoncé que les mesures correctives commerciales en place dans les dix nouveaux États membres expireraient automatiquement. Cela était certainement une bonne nouvelle. Toutefois, la Commission avait aussi annoncé que ces mesures seraient remplacées par les mesures correctives commerciales beaucoup plus nombreuses qui s'appliquaient actuellement dans les 15 États des Communautés européennes. En d'autres termes, la portée géographique des mesures correctives commerciales en vigueur serait étendue à l'ensemble du nouveau territoire. Selon l'interprétation des États-Unis, pour nombre des produits visés par les mesures actuellement en vigueur dans l'UE, si un exportateur expédiait des marchandises à destination des dix nouveaux États membres le 30 avril 2004, il ne serait pas redevable de droits antidumping; mais si les marchandises arrivaient au même port le 1<sup>er</sup> mai 2004, il devrait payer ces droits. De même, les producteurs locaux des mêmes marchandises situés dans ces dix pays ne seraient pas protégés par les mesures correctives commerciales le 30 avril; mais ils jouiraient de cette protection le 1<sup>er</sup> mai.

80. Les problèmes que soulevait manifestement la politique ainsi proposée étaient que des droits antidumping avaient été imposés dans ces pays et qu'une protection était fournie aux branches de production nationale de ces pays sans qu'il n'ait jamais été déterminé que ces branches de production nationale subissaient un dommage grave. Cette politique soulevait des questions non seulement quant aux mesures définitives des CE mais aussi quant aux nombreuses ententes particulières que les CE avaient conclues avec les exportateurs menacés par de telles mesures.

81. Les CE avaient déclaré qu'elles pourraient procéder à des réexamens des déterminations de l'existence d'un dommage qui avaient motivé ses mesures correctives commerciales, mais uniquement si les exportateurs fournissaient des données de fait quant à la situation financière de leurs concurrents dans l'UE à 25. Outre ce seuil élevé, les CE avaient averti que si un exportateur demandait un réexamen du dommage subi par une branche de production de l'UE à 25, la Commission déclencherait d'office un réexamen du niveau des droits appliqués à cet exportateur, à l'issue duquel ce niveau risquerait d'augmenter. Manifestement, même si l'exportateur estimait que les faits pourraient démontrer que la branche de production de l'UE à 25 ne subissait aucun dommage grave, cette politique l'inciterait à réfléchir très prudemment aux éventuelles répercussions d'une demande visant à obtenir des CE un réexamen de ces faits.

82. La politique ainsi proposée soulevait un certain nombre de problèmes qui étaient au centre des questions adressées par les États-Unis aux CE. Les États-Unis souhaitaient d'abord connaître la situation courante de cette politique. Si elle avait été abandonnée, ou si le réexamen de toutes les mesures correctives commerciales était achevé, la question ne se posait plus et le Comité pouvait donc passer aux autres points dont il était saisi. Les États-Unis ont aussi demandé quelle était la situation des enquêtes en cours. Les États-Unis savaient que certaines enquêtes étaient menées sur la base du dommage subi par les branches de production des CE à 15, alors même que l'on avait déjà annoncé la politique consistant à appliquer les résultats aux CE à 25. Cette pratique était d'autant plus troublante

que les CE limitaient normalement son examen de la branche de production nationale aux seules entreprises qui soutenaient la pétition. Cette pratique soulevait la question de savoir non seulement si les CE menaient valablement enquête sur les dommages, mais aussi si la constatation du soutien de la branche de production avait été faussée. Les États-Unis ont aussi demandé ce qu'il en était des procédures proposées pour les réexamens afin de vérifier si les CE avaient modifié leurs politiques apparemment conçues pour décourager les demandes de réexamen des déterminations de l'existence d'un dommage. Enfin, les États-Unis ont posé plusieurs questions concernant les vues des CE quant aux incidences éventuelles de leur politique. Par exemple, si un Membre appliquait actuellement une mesure contre les CE, celles-ci acceptaient-elles que cette mesure soit étendue aux nouveaux États membres? Si un Membre appliquait actuellement une mesure contre certains États des CE à 25, pouvait-il les appliquer à tous les États membres dès l'élargissement des CE? Les réponses à ces questions pourraient jeter un certain jour sur les motifs qui animaient la politique annoncée par les Communautés européennes.

83. Le délégué des Communautés européennes a d'abord remercié les États-Unis d'avoir transmis une liste de questions spécifiques concernant l'incidence de l'élargissement sur la politique de défense commerciale des CE. Depuis la fin de l'année précédente, la Commission avait réalisé une série d'activités en matière d'information visant à expliquer aux parties intéressées l'approche que les CE adopteraient sur cette question. Les CE étaient convaincues que cet exercice mené au sein du Comité contribuerait à diffuser l'information pertinente.

84. Les CE souhaitaient aussi annoncer que les services de défense commerciale de la Commission avaient lancé quelques jours auparavant un site Web expliquant les divers aspects de la politique de défense commerciale des CE après l'élargissement. Les CE étaient convaincues que le site Web constituerait un précieux outil de référence aisément accessible à tous ceux qui cherchaient réponse aux questions les plus fréquentes sur ce sujet.

85. Les CE souhaitaient également souligner qu'elles avaient acquis une expérience considérable de la question à l'occasion des élargissements successifs. Cette expérience démontrait clairement que les agents économiques ne demandaient des réexamens que dans une mesure très restreinte, bien que les CE soient largement disposées à entreprendre ces réexamens. Tout cela démontrait que le problème n'était pas aussi critique que pouvaient le laisser penser au premier abord les questions des États-Unis.

86. Cela dit, l'intervenant a répondu aux questions des États-Unis. Il a fait observer que les réponses concernaient uniquement les mesures antidumping et les mesures compensatoires.

**1. Prière de fournir au Comité des informations actualisées sur les plans des CE en ce qui concerne l'effet de l'élargissement sur les mesures correctives commerciales existantes des CE. Les documents intitulés "Commerce et élargissement – Pourquoi l'élargissement est-il une bonne nouvelle pour les pays tiers?" (MEMO/03/72, daté du 27 mars 2003) et "Commerce et élargissement – Aperçu sectoriel" (MEMO/03/73, daté du 27 mars 2003) donnent-ils toujours une image complète et exacte de la politique des CE en ce qui concerne l'effet de l'élargissement sur les mesures correctives commerciales existantes des CE?**

87. Les CE pouvaient confirmer qu'elles n'avaient pas changé d'approche depuis la publication des documents susmentionnés en début d'année. Pour ceux qui ne disposaient pas des documents mentionnés par les États-Unis, l'intervenant a rappelé que cette approche générale comprenait les grands éléments suivants:

- le jour de l'élargissement, toutes les mesures antidumping et compensatoires existantes de l'UE à 15 s'appliqueraient automatiquement et immédiatement aux nouveaux États membres;
- dès le jour de l'élargissement, toutes les mesures antidumping et compensatoires existantes prises individuellement par les nouveaux États membres seraient caduques;
- des possibilités additionnelles seraient données aux parties intéressées de demander le réexamen des mesures antidumping/compensatoires en vigueur dans l'UE à 25, à condition que les demandeurs aient la preuve que l'élargissement amène une modification des circonstances telle que ces mesures ne conviennent plus à la situation du marché dans l'UE à 25.

**D'autres documents portant sur cette question ont-ils été publiés?**

88. Non. Le délégué des Communautés européennes a rappelé ce qui venait d'être dit au sujet du lancement d'un site Web consacré à cette question. En outre, la Commission avait entrepris d'autres activités d'information, telles que séminaires, réunions bilatérales ad hoc et échanges de lettres, visant à expliquer sa politique à ses partenaires commerciaux entre autres.

**Les CE ont-elles l'intention de tenir une audition pour débattre avec les parties intéressées de l'opportunité d'étendre les mesures à d'autres territoires douaniers?**

89. Il n'existait aucun projet dans ce sens. Toutefois, selon la pratique des précédents élargissements de l'UE, au plus tard immédiatement après l'élargissement, la Commission publierait au Journal officiel un avis rappelant à toutes les parties intéressées leur droit de demander un réexamen des mesures antidumping/compensatoires en vigueur dans l'UE à 25. Ces demandes devraient être accompagnées de preuves suffisantes que l'élargissement avait substantiellement modifié les circonstances fondamentales ayant motivé l'imposition des mesures.

**Comment et quand les CE ont-elles l'intention de faire savoir aux parties intéressées que ces mesures seront étendues aux dix pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne?**

90. Comme expliqué précédemment, les parties intéressées avaient eu de nombreuses occasions d'être mises au courant des conséquences de l'élargissement en ce qui concernait les mesures de défense commerciale. Bien entendu, cet exercice d'information se poursuivrait jusqu'à la date de l'élargissement.

**2. Les CE ont-elles l'intention d'effectuer des réexamens des déterminations de l'existence d'un dommage pour toutes les mesures correctives commerciales existantes, afin de confirmer que ces déterminations constituent toujours un fondement valable pour imposer des mesures correctives commerciales? Dans l'affirmative, ces réexamens ont-ils commencé?**

91. Il n'y avait et n'y aurait aucun réexamen automatique d'office des mesures antidumping/compensatoires en vigueur dans l'UE à 15 au moment de l'adhésion des nouveaux États membres. Toutefois, si l'élargissement modifiait substantiellement les circonstances relatives à une mesure (les paramètres du dommage, que les États-Unis ont invoqués dans leur question ou d'autres paramètres déterminant la portée et la légalité des mesures), il serait possible de réexaminer cette mesure.

92. Il y avait lieu de souligner que les pays d'origine et leurs exportateurs n'étaient pas les seuls à avoir exprimé – ne serait-ce que de façon très générale – un certain intérêt pour de tels réexamens, mais aussi les producteurs de la Communauté actuelle et élargie.

93. L'approche de l'UE prenait également en compte le fait que les réexamens étaient coûteux en ressources et en temps pour toutes les parties prenantes, et que si la nécessité d'une enquête n'était pas dûment justifiée, toutes les parties avaient intérêt à ne pas faire l'objet de tels réexamens. Des réexamens ne devraient être entrepris qu'en temps que de nécessité et à la lumière de faits suffisants et précis.

**3. Dans le cadre de leurs enquêtes qui sont en cours, les CE fondent-elles leurs déterminations de l'existence d'un dommage sur des renseignements relatifs à la branche de production nationale dans l'UE à 15 ou à la branche de production nationale dans l'UE à 25? La réponse varie-t-elle en fonction de l'achèvement de la procédure, selon qu'il est prévu qu'il ait lieu des mois avant l'élargissement, des semaines avant l'élargissement, des jours avant l'élargissement ou après l'élargissement?**

94. Dans toutes les enquêtes ouvertes avant l'élargissement, tous les paramètres d'enquête (et non seulement les paramètres du dommage) se fondaient sur des données relatives à l'UE à 15.

**Dans quels cas, éventuellement, les CE ont-elles l'intention de commencer à examiner les questions relatives au dommage causé à la branche de production nationale en se fondant sur la branche de production de l'UE à 25?**

95. La réponse à cette question découlait de la réponse des CE à la question précédente. En règle générale, toute enquête ouverte après la date de l'élargissement serait réalisée sur la base de l'UE à 25.

96. Il y avait lieu de signaler en outre qu'en conformité avec la pratique adoptée après les élargissements précédents, les nouveaux États membres seraient considérés comme partie intégrante de l'Union dans la conduite des enquêtes ouvertes après l'élargissement. Ainsi, les faits seraient colligés et les calculs seraient faits dans le cadre de l'UE à 25 même si l'enquête couvrait pour partie une période pendant laquelle l'UE comptait seulement 15 États membres.

**4. L'article 5.4 de l'Accord antidumping dispose qu'une enquête ne sera ouverte que si les autorités ont déterminé que la demande a été présentée par la branche de production nationale ou en son nom. Pour être considérée comme ayant été présentée "par la branche de production nationale ou en son nom", la demande doit être soutenue par les producteurs nationaux dont les productions additionnées constituent plus de 50 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la partie de la branche de production nationale exprimant son soutien ou son opposition à la demande. Toutefois, il ne sera pas ouvert d'enquête lorsque les producteurs nationaux soutenant expressément la demande représenteront moins de 25 pour cent de la production totale du produit similaire produite par la branche de production nationale. Prière d'indiquer tous les cas dans lesquels les CE ont pris en considération les producteurs des dix pays candidats à l'adhésion afin de déterminer si la demande a été soutenue "par la branche de production nationale ou en son nom". Si les CE n'ont pas encore commencé à prendre en considération les producteurs en question aux fins de cette détermination, quand entendent-elles commencer à le faire?**

97. La réponse à cette question procédait également du concept fondamental que toutes les enquêtes ouvertes après la date de l'élargissement seraient effectuées sur la base de l'UE à 25. Toutes les plaintes présentées à la Commission après l'élargissement devraient évidemment se fonder sur des données représentatives de l'UE à 25, et cette prescription concernait non seulement les questions en

suspens mais aussi tous les autres critères auxquels devait répondre une plainte afin d'aboutir à l'ouverture d'une enquête.

**Les CE ont-elles l'intention de réexaminer toutes les enquêtes en cours afin de s'assurer qu'elles ont été soutenues par les producteurs nationaux de l'UE élargie à 25?**

98. Ici encore, cette question a déjà été traitée dans les réponses aux questions précédentes, notamment en ce qui concerne le fait qu'il n'y aurait aucun réexamen automatique d'office des mesures antidumping/compensatoires actuelles de l'UE.

**5. Si, avant l'élargissement, une détermination préliminaire positive en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs est rendue sur la base d'un examen des faits relatifs à une branche de production nationale de l'UE à 15 et donne lieu à des mesures provisoires, ces mesures provisoires seront-elles levées au moment de l'élargissement en attendant que soit rendue une détermination finale fondée sur un examen des faits relatifs à cette branche de production nationale dans le cadre de l'UE à 25?**

99. Dans toutes les enquêtes ouvertes avant l'élargissement, tous les paramètres d'enquête (et non seulement les paramètres du dommage pour la branche de production nationale) étaient et seraient fondés sur des données représentatives pour l'UE à 15. Par conséquent, aucune modification ne serait apportée aux données employées pour l'adoption des mesures provisoires et définitives. Quant aux mesures adoptées sur la base de données représentatives pour l'UE à 15, également dans cette situation en particulier après l'élargissement, les parties intéressées auraient la possibilité de demander un réexamen de ces mesures dans les circonstances décrites précédemment.

**6. L'indication figurant dans les mémorandums susmentionnés, selon laquelle il incombera à l'exportateur d'établir la nécessité d'un réexamen en apportant la preuve que la situation a considérablement changé du fait de l'élargissement, est une source de préoccupation particulière. Il est peu probable qu'un exportateur ait accès à des renseignements détaillés sur la situation précise d'une branche de production nationale d'un autre pays, étant donné le caractère probablement très sensible de ces renseignements concernant ses concurrents. Les CE ont-elles reconsidéré leur proposition d'imposer aux exportateurs une charge aussi insurmontable pour demander un réexamen?**

100. Les CE ont d'abord manifesté un certain degré d'étonnement à l'égard de cette question. La question des États-Unis semblait indiquer qu'il était *intrinsèquement* impossible de satisfaire aux prescriptions de l'article 11.2 de l'Accord antidumping. Les CE ne croyaient pas que l'on puisse sérieusement faire valoir cet argument. De l'avis des CE – et les Communautés espéraient que les États-Unis partageaient ce point de vue – l'Accord antidumping donnait déjà aux exportateurs la possibilité de demander un réexamen au titre de l'article 11.2 si les circonstances du dommage avaient changé. Cela valait aussi pour les producteurs du pays importateur qui estimaient que le dumping s'était accru. De ce fait, les CE ne comprenaient pas pourquoi l'élargissement constituerait un problème particulier dans le contexte de l'instruction des demandes de réexamen et de l'ouverture de réexamens au titre de l'article 11.2 de l'Accord antidumping.

101. Ces normes raisonnables continueraient d'être appliquées par les CE, y compris dans le contexte de l'élargissement. Et si cet événement était la cause de circonstances exceptionnelles ou de difficultés particulières, celles-ci seraient certainement prises en compte dans ce contexte.

102. Cela revenait simplement à appliquer une célèbre maxime de droit romain qui restait particulièrement valable en droit moderne: *ultra posse nemo obligatur*. En d'autres termes: à



l'impossible nul n'est tenu. Si les données indiquaient que les circonstances avaient changé, et que cela exerçait un effet sur le niveau des mesures, un réexamen serait entrepris. Les indications pertinentes à cet égard pourraient être le nombre de producteurs dans les nouveaux États membres et le volume de leur production par rapport à celui de l'UE à 15 ou le niveau du volume des importations et des prix du produit concerné dans les nouveaux États membres par rapport aux exportations dans l'UE à 15. Dans aucune circonstance les CE n'exigeraient que les exportateurs soumettent au sujet du dommage des renseignements qui, du fait de leur confidentialité, seraient uniquement à la disposition des producteurs nationaux des Communautés européennes.

103. Enfin, cette question ne se posait pas dans la mesure où le réexamen était limité à des affaires de dumping ou de subventions.

**7. Les CE prendront-elles en considération une demande de réexamen de la détermination de l'existence d'un dommage au moment de l'élargissement si une demande de réexamen du niveau approprié des droits n'est pas présentée parallèlement? Si les CE reçoivent une demande visant à ce que soit réexaminée uniquement la détermination de l'existence d'un dommage, entreprendront-elles simultanément, de leur propre initiative, un réexamen du niveau approprié des droits? Dans l'affirmative, quels sont les éléments de preuve, le cas échéant, dont les autorités devront disposer avant d'entreprendre un tel réexamen de leur propre initiative? Prière d'expliquer quel est le fondement de la politique des CE à cet égard.**

104. Les CE souhaitaient souligner d'emblée que, selon leur pratique, le niveau des droits pouvait se fonder sur le montant du dumping ou de la subvention ou, si celui-ci était inférieur à la marge de dumping ou de subvention, sur le dommage. Les CE ont aussi fait observer que dans près de 50 pour cent de tous les cas concernant les Communautés, le niveau de droits était déterminé par la marge de dommage, qui était moindre. Toute demande tendant à modifier le niveau de droit pouvait donc se fonder sur l'un ou sur l'autre, mais il existait malheureusement des règles de l'OMC régissant la détermination de la marge du dommage. Par conséquent, toute discussion quant au critère approprié pour réexaminer une marge de dommage serait ici un exercice purement théorique.

105. La question de savoir si les CE accepteraient une demande de réexamen intérimaire du dommage dépendait pour beaucoup des circonstances de l'espèce. Au départ, les CE considéraient que le réexamen du dommage ne devait pas s'accompagner nécessairement, par exemple, d'un réexamen du dumping. Toutefois, si les renseignements disponibles indiquaient que l'élargissement avait affecté non seulement les constatations relatives au dommage mais aussi celles qui concernaient le dumping, il n'y aurait aucun motif – ni même aucune possibilité – de fermer les yeux sur ces renseignements. Il allait sans dire que la même approche serait suivie à l'inverse si la branche de production communautaire demandait un réexamen limité aux questions de dumping ou de subvention.

**8. Si un autre Membre maintient une mesure à l'encontre de l'UE, ce Membre serait-il fondé à appliquer cette mesure à l'encontre des importations en provenance de tous les pays candidats à l'adhésion au moment de l'élargissement de l'UE? Dans l'affirmative ou la négative, pour quelles raisons?**

106. À titre de parallélisme avec l'approche des CE, les CE considéraient que la mesure pouvait être étendue à l'UE à 25. Toutefois, toujours en parallélisme avec l'approche des CE, celles-ci insisteraient sur le fait que la possibilité de demander un réexamen était offerte à toute partie intéressée qui pouvait fournir des éléments de preuve *prima facie* suffisants démontrant que les circonstances avaient changé. Ce réexamen permettrait d'actualiser rapidement les constatations en tant que de besoin.

107. Il s'ensuivait que, dans ces circonstances, l'application d'une mesure visant individuellement un pays candidat à l'adhésion ne pouvait pas être étendue à toute l'UE à 25.

**9. Si un autre Membre maintient une mesure à l'encontre d'un Membre donné de l'UE à 15, ce Membre serait-il fondé à appliquer cette mesure à l'encontre des importations en provenance de tous les Membres de l'UE à 25 au moment de l'élargissement de l'UE? Dans l'affirmative ou la négative, pour quelles raisons?**

**10. Si un autre Membre maintient une mesure corrective commerciale à l'encontre de l'un des pays candidats à l'adhésion, ce Membre serait-il fondé à appliquer cette mesure à l'encontre des importations en provenance de n'importe quel endroit des CE au moment de l'élargissement? Dans l'affirmative ou la négative, pour quelles raisons?**

108. Les questions n° 9 et 10 appelaient une réponse commune. Il n'existait certainement aucun motif permettant d'étendre une mesure si le Membre imposait des mesures de sauvegardes à titre individuel à l'encontre d'États membres des CE ou à un pays candidat à l'adhésion. Les CE ne voyaient aucune raison permettant à un Membre de l'OMC d'étendre à l'UE à 25, au simple motif de l'élargissement, une mesure visant individuellement un pays candidat à l'adhésion.

109. Le délégué de la Corée a remercié les CE des réponses qu'elles avaient données aux questions posées par les États-Unis. À la précédente réunion ordinaire, la Corée s'était déclarée préoccupée par l'effet que l'élargissement de l'UE aurait sur les mesures correctives commerciales maintenues par les CE. La Corée souhaitait donc s'en tenir à la légalité, aux termes de l'Accord antidumping, de l'application uniforme des instruments de politique commerciale dans toutes les CE dans le cadre du prochain agrandissement de l'UE.

110. Comme venaient de la confirmer les CE, les mesures antidumping actuellement applicables dans les 15 États membres de l'UE seraient automatiquement applicables dans les nouveaux États membres. La Corée continuait de douter sérieusement que les CE puissent étendre les mesures aux nouveaux États membres sans contrevenir à leurs obligations au titre de l'Accord antidumping, notamment celles de l'article premier disposant que les mesures antidumpings seraient appliquées dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions de l'Accord antidumping.

111. En tout premier lieu, les précédentes déterminations de dommages qui étaient à la base des mesures antidumping en vigueur ne pouvaient valablement justifier l'extension de ces mesures aux nouveaux États membres. Deuxièmement, l'extension des mesures actuelles à un nouveau territoire suite à l'élargissement ne pouvait être considérée comme répondant aux prescriptions de l'article 5 de l'Accord antidumping relatives à la représentativité et à l'ouverture des enquêtes. Les enquêtes en cours conduites par les CE sur la base de la situation dans les actuels États membres ne pouvaient justifier l'application de mesures antidumping couvrant l'UE élargie.

112. La Corée était d'avis que la seule façon de résoudre ce problème de manque de parallélisme entre la portée de l'enquête et l'application géographique des mesures consistait d'abord à procéder à des réexamens individuels, sur une base géographique élargie, de toutes les mesures antidumping en vigueur, y compris les mesures provisoires et les enquêtes en cours et, ensuite, à ajourner l'application à l'ensemble du territoire de l'UE des mesures antidumping en vigueur en attendant que les réexamens soient achevés. Les dispositions mentionnées par les CE – le réexamen demandé par les exportateurs affectés, en application de l'article 11.2 en cas d'évolution des circonstances – ne pouvait être ici la solution.

113. Dans leur intervention, les CE avaient mentionné un accroissement des activités en matière de diffusion des renseignements, signalant également que les réexamens exigeaient beaucoup de temps et

ne devraient être déclenchés que s'ils étaient dûment justifiés. Mais la Corée ne croyait pas que ces deux arguments pouvaient surmonter le problème de légalité que posait la politique actuelle des CE.

114. Le délégué du Japon a aussi remercié les CE des réponses qu'elles avaient apportées aux questions posées par les États-Unis. Le Japon partageait le point de vue des États-Unis en ce sens qu'il était aussi préoccupé par l'effet de l'élargissement sur les mesures antidumping couramment en vigueur dans les Communautés européennes. Comme l'avait expliqué la délégation coréenne, aux termes de l'article premier de l'Accord antidumping, une mesure antidumping ne devait être appliquée que dans les seules circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et à la suite d'enquêtes ouvertes et menées en conformité avec les dispositions de l'Accord antidumping. L'article premier interdisait donc d'imposer des droits antidumping sans avoir fait enquête sur les importations. Les CE n'avaient conduit aucune enquête sur les importations à destination des pays candidats à l'adhésion et n'avaient donc constaté aucun dommage causé à ces futurs États membres par ces importations. Les CE entendaient cependant étendre à ces nouveaux États membres les mesures antidumping actuelles. Le Japon estimait que les Communautés européennes devaient tenir compte des préoccupations japonaises et non se contenter d'étendre les actuelles mesures antidumping aux nouveaux États membres sans enquête et en l'absence d'une détermination des dommages.

115. Le délégué de l'Inde a également remercié les CE de leurs réponses détaillées aux questions des États-Unis. L'Inde a demandé que les CE communiquent leur déclaration par écrit afin que celle-ci puisse être examinée en détail. L'Inde a souligné qu'à son avis la portée des mesures antidumping existantes ne pouvait être automatiquement étendue en vue de les appliquer dans les nouveaux États membres de l'UE. Cela se fondait sur le fait que, dans l'enquête d'origine, l'analyse du dommage par dumping dans la branche de production nationale n'incluait pas les pays candidats à l'adhésion. On ne pouvait faire valoir que la détermination du dommage établie sur la base du critère de représentativité de la branche de production nationale des États membres des CE avant l'élargissement pouvait justifier valablement l'application des mesures antidumping par les nouveaux États membres de l'UE.

116. Le délégué de l'Australie souhaitait aussi obtenir des éclaircissements quant aux effets de l'élargissement de l'UE sur les exportations en provenance des pays tiers qui faisaient actuellement l'objet de mesures correctives commerciales. L'Australie portait un intérêt systémique et commercial aux réponses apportées par les CE aux questions posées par les États-Unis sur ce sujet en général. L'Australie a rappelé que les nombreuses préoccupations qui avaient été exprimées à l'occasion du débat qui s'était tenu sur ces questions au Comité des accords commerciaux régionaux à la suite du précédent élargissement de l'UE étaient restées sans solution. L'Australie estimait bon que les comités sur les mesures correctives commerciales poursuivent les débats sur les dispositions actuelles des Accords de l'OMC en la matière et sur la préservation des droits des Membres de l'OMC en rapport avec la transparence et l'équité des processus et traitements. L'Australie estimait nécessaire de respecter les principes fondamentaux de l'article VI du GATT et de l'Accord antidumping de l'OMC. Outre les questions posées par les États-Unis, l'Australie souhaitait savoir si les CE pouvaient indiquer quelles modalités avaient été mises en œuvre lors du précédent élargissement et quelles étaient celles dont il était question dans les deux documents des CE mentionnés dans la communication des États-Unis distribuée sous la cote G/ADP/W/435. Les documents des CE signalaient que les exportateurs pourraient également demander la suspension de mesures au motif d'un préjudice probable. Les CE pourraient-elles développer plus avant les procédures qui étaient envisagées? Quels étaient les prescriptions concernant les éléments de preuve à présenter à l'appui des demandes? Quelle serait la charge de la preuve incombant à l'exportateur? Et enfin, les CE pouvaient-elles expliquer comment l'extension des mesures de défense commerciale ne modifieraient-elles pas automatiquement la détermination du dumping, de la subvention et du dommage?

117. Le délégué des États-Unis a vivement remercié les CE de leurs réponses complètes et détaillées aux questions des États-Unis. Cela dit, les États-Unis souhaitaient poser quelques questions

additionnelles résultant de ces réponses. Premièrement, les CE avaient déclaré qu'aucun réexamen ne serait entrepris automatiquement car les réexamens étaient pondéreux. L'intervenant a fait observer que les réexamens en question porteraient sur la détermination du dommage. Compte tenu que les mesures correctives commerciales seraient étendues pour assurer la protection de la branche de production nationale, ne conviendrait-il pas que celle-ci assume une part du fardeau? Deuxièmement, les CE avaient déclaré que seules les affaires ouvertes après l'élargissement donneraient lieu à détermination du dommage dans le contexte de l'UE à 25. Le délégué des États-Unis a demandé aux CE de confirmer que les affaires ouvertes la veille de l'élargissement ne feraient pas l'objet d'une détermination du dommage fondée sur un examen portant sur l'UE à 25. Troisièmement, les CE avaient mentionné la prescription raisonnable selon laquelle des faits appropriés devaient être invoqués avant qu'un réexamen ne soit entrepris. Les CE avaient mentionné à cet égard les faits relatifs à l'importance des branches de production dans les nouveaux États membres. L'intervenant demanderait aux CE de préciser un seuil quant à la taille minimale de ces branches de production dans les nouveaux États membres. Il a fait observer à ce sujet qu'une seule entreprise fortement bénéficiaire pourrait largement influencer sur la détermination du dommage.

118. L'intervenant a ensuite noté que les CE avaient déclaré qu'un réexamen du dommage n'entraînait pas nécessairement un réexamen du dumping. En d'autres termes, le fait qu'un Membre demande un réexamen du dommage ne signifiait pas automatiquement que les CE réexamineraient le niveau des droits. Il demanderait aux CE de confirmer – au cas où un exportateur présenterait des faits concernant uniquement le dommage – si les CE solliciteraient ou chercheraient autrement à obtenir des faits qui pourraient exiger un réexamen du niveau des droits.

119. Enfin, s'agissant des réponses aux trois dernières questions des États-Unis, l'intervenant a remercié les CE d'avoir exprimé l'avis qu'un Membre pouvait couvrir l'UE tout entière au moyen d'une seule et même mesure corrective commerciale. Jusque-là, ce point n'était pas très clair. À la lumière de cette déclaration, il demanderait pourquoi une mesure couvrant un seul État membre ne pourrait être étendue de façon à couvrir la totalité de l'UE à 25 au moment de l'élargissement. Si une partie de l'UE à 25 était couverte avant l'élargissement et si cette mesure pouvait être étendue à toute l'UE à 25, comment expliquer cette différence de traitement? En d'autres termes, si un Membre qui appliquait actuellement une mesure à l'encontre de l'UE à 15 pouvait raisonnablement l'étendre à l'UE à 25, comme les CE l'avaient déclaré aujourd'hui, pourquoi un Membre qui appliquait une mesure à l'encontre de l'un des États membres de l'UE à 25 ne pourrait-il être autorisé à étendre cette mesure à toute l'UE à 25 au jour de l'élargissement?

120. Le délégué des Communautés européennes, remerciant les délégations qui avaient pris la parole pour faire part de leurs observations et questions, s'est efforcé de répondre à ces questions de la façon la plus complète possible. Il a d'abord souligné que les actions des CE à l'occasion de l'élargissement seraient mises en œuvre de manière particulièrement transparente et équitable. En fait, les CE rejetaient avec force la notion selon laquelle leur politique était inattendue. La politique que les CE entendaient appliquer à l'élargissement de mai 2004 était la même que celle qui avait été appliquée lors des élargissements précédents. Elle ne présentait rien d'inattendu. Depuis de très nombreux mois, les CE s'étaient aussi efforcé d'appeler l'attention des agents économiques sur la façon dont elle entendait traiter la question cette fois-ci. L'intervenant ne voyait pas comment cela pouvait surprendre quiconque avait suivi plus ou moins attentivement l'évolution des événements en matière de commerce.

121. L'intervenant a noté que l'on avait dit aujourd'hui que la politique des CE était conçue pour décourager les demandes de réexamen. Encore une fois, il contestait vivement cette notion. Au contraire, si les Membres avaient attentivement écouté la réponse des CE à la question n° 6 des États-Unis, ils auraient compris que les CE ne demanderaient l'impossible à personne. Les CE n'avaient jamais agi ainsi et n'agiraient pas ainsi à l'avenir. Il n'y avait aucune raison d'appliquer de telles normes. Au contraire, les CE invitaient quiconque pensait que les circonstances avaient changé

du fait de l'élargissement à préparer et à déposer d'ores et déjà une demande de réexamen afin que ces problèmes et ces questions puissent être réglés avec diligence le jour de l'élargissement ou peu après.

122. En examinant les déclarations qui avaient été prononcées, l'intervenant y distinguait un thème commun suggérant l'obligation de maintenir censément une espèce de parallélisme absolu entre la portée géographique de l'enquête et la portée géographique de la mesure. En d'autres termes, si l'enquête avait porté sur l'UE à 15, la mesure ne pouvait porter sur l'UE à 25. Les CE estimaient que ce raisonnement n'était pas correct. De nombreuses circonstances pouvaient changer pendant la durée d'une mesure antidumping, de même que pendant la durée d'une mesure compensatoire. Cela avait déjà été discuté à la réunion de printemps du Comité. Des agents économiques pouvaient apparaître, tant dans la Communauté que dans le pays exportateur. Des agents économiques pouvaient cesser leurs activités ou se tourner vers d'autres horizons, tant dans le pays qui avait adopté la mesure que dans celui dont les exportations faisaient l'objet de cette mesure. C'était là un exemple dans lequel de très importantes circonstances pouvaient changer sans déclencher automatiquement un réexamen. D'autres circonstances pouvaient aussi changer. Par exemple, si les prix des matières premières augmentaient, cela exercerait certainement un effet sur la détermination du dommage, mais l'intervenant estimait que nul ne prétendait qu'un réexamen devait se déclencher automatiquement dans ces circonstances.

123. Ayant souligné un certain nombre de circonstances qui pouvaient changer, l'intervenant a mentionné une autre circonstance qui avait effectivement changé dans le cas des CE, à savoir l'étendue géographique de la Communauté. Les CE avaient signalé dans le passé que le "poids économique" – pour ainsi dire – des dix nouveaux États membres n'était pas aussi important que celui des 15 États membres actuels. On avait chiffré cette proportion à 10 pour cent – l'activité économique des dix nouveaux États membres représentant environ 10 pour cent de l'activité économique de l'UE à 15. Compte tenu de ces faits, les CE ne voyaient pas comment cette évolution particulière des circonstances – l'élargissement – devrait automatiquement déclencher un réexamen.

124. L'intervenant a ensuite abordé des points plus spécifiques. Les États-Unis avaient demandé confirmation du fait que l'enquête porterait uniquement sur l'UE à 25 si l'enquête était ouverte après l'élargissement, tandis que les enquêtes ouvertes la veille de l'élargissement porteraient uniquement sur l'UE à 15. Il fallait manifestement une date butoir pour assurer une certitude juridique et donner à tous les agents économiques une indication des actions qui devaient être engagées et de celles qui étaient superflues. Le fait que les CE aient une telle date butoir – la date de l'élargissement – ne signifiait pas que l'évolution des circonstances qui résulterait de l'élargissement ne seraient pas prises en compte par la suite. Au contraire, il y aurait possibilité de réexamen. Mais il était nécessaire de fixer une date limite afin d'assurer une certitude juridique.

125. Les États-Unis avaient aussi soulevé la question de savoir s'il y aurait ou non un seuil pouvant faciliter ou même déclencher un tel réexamen – un seuil en termes d'agents économiques dans les nouveaux États membres qui adhèreraient à cette occasion. Les États-Unis avaient aussi mentionné le cas d'une entreprise fortement bénéficiaire qui pourraient modifier complètement l'image du dommage. Mais encore une fois, cet exemple particulier démontrait qu'il serait extrêmement difficile de fixer un seuil de rigueur pour le déclenchement des réexamens. L'élargissement pourrait entraîner l'entrée dans la Communauté d'un certain nombre d'entreprises, mais si les données indiquaient que ce changement n'était pas très sensible, il n'y aurait guère motif à ouvrir un réexamen. En un même temps, s'il y avait une entreprise fortement bénéficiaire, cela pourrait révéler un tel changement de circonstance. Les CE éprouvaient donc beaucoup de difficultés à envisager l'application d'un seuil de rigueur dans ce contexte.

126. Autre question soulevée par les États-Unis: la Communauté solliciterait-elle ou rechercherait-elle des renseignements en matière de dumping uniquement dans les cas où un réexamen du dommage était demandé? Ici, le dommage couvrait un certain nombre de facteurs qui

devaient être examinés conformément à l'article 3. L'un des facteurs qui jouait un rôle était le volume des importations. Un autre était les prix des importations par rapport au marché dans le pays importateur. Ainsi, dans la mesure où les données concernant le dommage portaient sur ces deux points, les demandes de réexamen portaient sur ces deux points. Si les renseignements relatifs à ces deux points indiquaient nettement qu'un examen de dumping devait être ouvert, il serait très difficile d'ignorer ces faits, comme précédemment signalé dans les réponses des CE.

127. Les États-Unis avaient contesté la réponse aux deux dernières questions n° 9 et 10 et avaient demandé pourquoi un pays ayant imposé des mesures à l'encontre d'un seul État membre de la Communauté ne pourrait imposer ses mesures à l'ensemble de la Communauté à 25 à la suite de l'élargissement. Les CE trouvaient qu'il s'agissait là d'une déclaration particulièrement remarquable défiant toute logique. Elles ne voyaient absolument aucune raison pour laquelle un droit imposé à l'encontre d'un État membre à la suite d'une enquête visant cet État membre en particulier pourrait être étendue à tous les 25 États membres. C'était une éventualité que les CE avaient beaucoup de mal à comprendre et l'intervenant estimait qu'elle ne saurait être évoquée sérieusement.

128. Avant de conclure, le délégué des Communautés européennes souhaitait signaler un autre aspect de cet exercice d'élargissement. Il a fait observer que les CE appliquaient actuellement un certain nombre de mesures antidumping, comme indiqué dans leur rapport semestriel. Comme signalé à la réunion en cours comme à la réunion précédente, les mesures qui étaient en place dans les nouveaux États membres seraient abolies suite à l'élargissement. Elles cesseront de s'appliquer dès le jour de l'élargissement. Il a signalé que le nombre de ces mesures n'était pas négligeable – les CE avaient dénombré 64 mesures en vigueur dans les dix nouveaux États membres. Sur ce total de 64 mesures, 24 étaient appliquées *erga omnes*, c'est-à-dire à l'encontre de tous les Membres présents dans la salle et aussi d'un certain nombre d'États qui n'y étaient pas représentés. Et 27 de ces 64 mesures s'appliquaient à l'encontre de pays tiers de façon individuelle, et ces pays tiers n'étaient ni d'autres candidats à l'adhésion ni des États membres de la Communauté: ces 27 pays étaient autres que les États candidats à l'adhésion et que les États membres de la Communauté. Or,  $24 + 27 = 51$ , soit un nombre considérable de mesures de défense vouées à disparaître. Il a fait observer que des réexamens pouvaient toujours être demandés et que les CE n'imposeraient certainement aucune prescription impossible à satisfaire pour ouvrir de tels réexamens.

129. Le délégué des États-Unis a demandé si les CE permettraient à ses nouveaux États membres de refuser l'extension à leur territoire des mesures antidumping et compensatoires. Et, dans l'affirmative comme dans la négative, pourquoi?

130. Le délégué des Communautés européennes a répondu que cette option de refus n'existait pas. La possibilité d'exercer une option de refus avait été débattue, mais pas dans le domaine commercial. Cette possibilité n'existait pas car les CE étaient une union douanière possédant une frontière extérieure unique et sans option de refus possible.

131. Le Comité **a pris note** de toutes les déclarations.

L. EXAMEN TRANSITOIRE AU TITRE DE LA SECTION 18 DU PROTOCOLE D'ACCESSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

132. Le Président a rappelé que le paragraphe 18 du Protocole d'accession de la République populaire de Chine à l'Organisation mondiale du commerce stipule que tous les organes subsidiaires, y compris ce Comité, "dont le mandat couvre les engagements de la Chine au titre de l'Accord sur l'OMC ou du présent protocole examineront, dans un délai d'un an à compter de l'accession ..., selon qu'il conviendra compte tenu de leur mandat, la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur l'OMC et des dispositions y relatives du présent protocole". Il a noté que la Chine devait fournir avant l'examen des renseignements pertinents, y compris ceux spécifiés à l'Annexe 1A, et qu'elle pouvait également

soulever des questions relatives à toutes réserves formulées au titre de la section 17 ou à tous autres engagements spécifiques contractés par d'autres Membres dans le cadre du Protocole au sein des organes subsidiaires qui ont un mandat correspondant. Le Comité doit communiquer rapidement les résultats de l'examen au Conseil du commerce des marchandises. L'examen doit avoir lieu tous les ans après l'accession pendant huit ans, un dernier examen étant prévu la dixième année ou à une date antérieure décidée par le Conseil général. Il n'y a pas de procédures prescrites dans le Protocole pour la conduite de l'examen transitoire, en dehors du fait que la Chine doit fournir des renseignements pertinents avant l'examen.

133. Le Président a noté à cet égard que l'Annexe 1A ne précisait pas quels renseignements devaient être communiqués au Comité. Des Membres ont présenté des questions dans le cadre de l'examen transitoire se rapportant à la mise en œuvre par la Chine de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (l'Accord antidumping), qui étaient reproduites dans les documents G/ADP/W/434 (questions du Japon) et G/ADP/W/436 (questions des États-Unis).

134. Avant de passer aux questions posées par les Membres, le Président a demandé si des Membres souhaitaient faire des observations de caractère général.

135. Le délégué des États-Unis a déclaré que son pays était sensible aux efforts déployés par la Chine au cours de l'année écoulée pour mettre en place un régime antidumping transparent, régi par les principes du droit et conforme aux règles de l'OMC. Cependant, ce processus n'est pas achevé. C'est pourquoi, dans l'esprit du mécanisme d'examen transitoire, les États-Unis saisissaient cette occasion pour mettre en lumière des domaines susceptibles d'amélioration. Dans un souci d'efficacité, les États-Unis avaient présenté des questions par écrit, reproduites sous la cote G/ADP/W/436. L'intervenant considérait que les questions et les réponses formulées par écrit étaient le mieux à même de transmettre avec exactitude des renseignements techniques. Il était dans l'intérêt de tous les Membres – y compris de la Chine – de favoriser la libre circulation de renseignements grâce aux mécanismes mis en place par l'OMC, y compris le mécanisme d'examen transitoire.

136. Les États-Unis se sont félicités des efforts déployés par la Chine pour compléter le cadre juridique de son régime antidumping. Le délégué a relevé que la Chine avait adopté des règles ministérielles sur les enquêtes en matière de dommage causé à une branche de production, et donné des interprétations judiciaires concernant la procédure d'appel dans des affaires antidumping. Cependant, cette structure juridique restait lacunaire, notamment dans le domaine des réexamens au titre de l'expiration, ce qui permettait à la Chine d'effectuer actuellement un tel réexamen alors qu'aucune règle ministérielle pertinente n'était en vigueur.

137. Le délégué a aussi relevé que la Chine avait notifié à l'OMC un grand nombre de lois et réglementations antidumping. D'autres, y compris celles concernant la révision judiciaire des mesures antidumping, n'avaient pas encore été notifiées. La notification de ces lois et réglementations était prescrite par l'OMC, plus précisément à l'article 18.5 de l'Accord antidumping, pour accroître la transparence des régimes antidumping des Membres. Par ailleurs, les premières procédures antidumping engagées par la Chine depuis son accession à l'OMC arrivant au stade des décisions finales, il était fondamental que fussent en place des règles claires et connues de toutes les parties concernant les modalités de demande de révision judiciaire. Il importait en outre que les parties sachent parfaitement quelle était l'autorité juridique des tribunaux sur les décisions rendues par les autorités compétentes. C'est pourquoi les États-Unis espéraient que la Chine notifierait toutes ses lois et réglementations se rapportant aux enquêtes antidumping et aux examens du Comité. En outre, comme ils l'avaient fait pour tous les autres grands utilisateurs de mesures correctives antidumping, ils invitaient la Chine à présenter des documents décrivant la pratique suivie sur les différents points en cours d'examen dans le Groupe de travail de la mise en œuvre.

138. Les États-Unis ont apprécié que la Chine ait répondu aux questions qu'ils lui avaient posées au printemps 2003 sur les lois et réglementations notifiées à cette date au titre de l'article 18.5.<sup>1</sup> Malheureusement, le caractère tardif de ces réponses les avait empêchés de faire des observations sur leur contenu. Les membres du Comité antidumping étaient convenus de cette façon de procéder pour mettre en place un cadre technique permettant de mieux comprendre les régimes antidumping des uns et des autres. Cette procédure ne s'appliquait pas uniquement à la Chine. Beaucoup de pays, développés et en développement, grands et petits, l'avaient suivie. Les États-Unis espéraient que la Chine prendrait ses responsabilités et répondrait rapidement et intégralement aux questions, ainsi qu'en étaient convenus tous les Membres.

139. La participation de la Chine aux exercices de transparence du Comité ne suffisait pas pour apaiser les préoccupations des États-Unis en matière de transparence. Potentiellement, bien plus préoccupant était le degré de transparence, pour les parties intéressées, des enquêtes et des réexamens. En particulier, un grand nombre de sociétés défenderesses s'étaient plaintes de l'insuffisance des renseignements communiqués aux parties, ce qui les empêchait de construire une défense efficace. Le délégué a relevé que le Ministère du commerce avait ouvert une salle de lecture où les parties intéressées avaient accès aux versions non confidentielles de certains documents relatifs aux enquêtes antidumping. Cependant, il était particulièrement regrettable que le Ministère, ainsi que son prédécesseur, la SETC, n'aient jamais correctement mis à disposition les documents concernant leurs enquêtes sur l'existence d'un dommage. Cette salle de lecture serait plus utile si les documents relatifs aux enquêtes et aux réexamens antidumping étaient versés au dossier public en temps voulu et en plus grand nombre.

140. La Chine pourrait aussi améliorer la transparence de ses enquêtes et réexamens antidumping en fournissant des précisions sur les procédures de décision et l'argumentation des autorités compétentes. Là encore, la capacité des parties de se défendre était considérablement entravée par la divulgation limitée des éléments servant de base aux décisions prises dans une procédure. Les déterminations préliminaires et finales se prêtaient particulièrement bien à ce type de divulgation et devraient comprendre, outre les renseignements substantiels examinés par les autorités compétentes, une description de l'analyse effectuée à l'occasion des décisions relatives à l'existence d'un dumping ou d'un dommage.

141. La Chine avait informé le Comité que les fonctions du Ministère du commerce extérieur et de la coopération technique et celles de la Commission d'État pour l'économie et le commerce étaient désormais exercées par le Ministère du commerce. Cependant, des ambiguïtés subsistaient concernant le rôle de la Commission tarifaire du Conseil d'État. De même, il n'apparaissait pas que la Chine avait adopté des réglementations régissant les activités de la Commission tarifaire dans le domaine des enquêtes ou des réexamens antidumping. Les États-Unis exhortaient la Chine à apporter des éclaircissements sur le rôle de surveillance de la Commission tarifaire du Conseil d'État, en précisant à quel moment de l'enquête elle pouvait faire usage de son pouvoir discrétionnaire et quelles décisions elle avait rendues dans les enquêtes et les réexamens effectués à ce jour. Ils enjoignaient aussi la Chine d'arrêter les modalités de publication des décisions rendues par la Commission tarifaire dans les procédures antidumping.

142. Les États-Unis se sont félicités des efforts que la Chine n'a cessé de déployer pour améliorer la transparence de son régime antidumping et le rendre conforme aux règles de l'OMC. Ils avaient à cœur de renforcer la coopération et la compréhension mutuelles sur ce point grâce aux mécanismes multilatéraux, comme le mécanisme d'examen transitoire, et aux échanges techniques bilatéraux.

---

<sup>1</sup> G/ADP/Q1/CHN/14 et G/ADP/Q1/CHN/19.



143. Le Président a ensuite invité la déléguée de la Chine à prendre la parole pour répondre aux questions et observations.

144. La déléguée de la Chine a saisi cette occasion pour informer les Membres et le Comité de la mise en œuvre, au cours de l'année écoulée, des engagements pris par son pays lors de son accession dans le domaine des mesures antidumping, ainsi que pour répondre aux questions et observations formulées par certains Membres dans le cadre du mécanisme d'examen transitoire.

145. **Partie 1: Mise en œuvre de la législation antidumping chinoise.** Au cours de l'année écoulée, les autorités chinoises compétentes avaient mené un certain nombre d'enquêtes antidumping au titre de la législation antidumping de la Chine conformément aux procédures réglementaires. Pendant cette période, la Chine avait ouvert trois enquêtes antidumping, établi 12 déterminations préliminaires et dix déterminations finales. En outre, quatre affaires antidumping étaient en attente de détermination préliminaire. Par ailleurs, la Chine supervisait la mise en œuvre de deux engagements en matière de prix concernant un changement de nom et un ajustement de prix.

146. Le 1<sup>er</sup> juillet 2003, le Ministère du commerce avait publié un avis d'ouverture d'un réexamen à l'extinction de mesures antidumping appliquées au papier journal importé du Canada, de la Corée et des États-Unis. Ce réexamen était actuellement en cours. Les enquêtes antidumping ouvertes par la Chine étaient strictement conformes à la *Loi sur le commerce extérieur*, aux *Règlements relatifs aux mesures antidumping* et à l'Accord antidumping de l'OMC. La plupart des Membres avaient, à l'occasion du premier examen transitoire effectué en 2002, reconnu la conformité de la législation antidumping de la Chine et des pratiques suivies en la matière avec l'Accord antidumping de l'OMC.

147. **Partie 2: Réponses aux questions.** Avant la réunion, certains Membres avaient posé des questions au sujet des enquêtes antidumping suivantes: papier couché, anhydride phtalique, caoutchouc de styrène-butadiène (SBR), chlorure de polyvinyle (PVC), diisocyanate de toluène (TDI) et phénol. La déléguée de la Chine a entrepris de répondre à ces questions.

1. **Au sujet de l'utilisation des "données de fait disponibles" pour déterminer les mesures antidumping visant "toutes les autres" sociétés du pays en question.** Dans les enquêtes précitées, les autorités chinoises avaient publié toutes les enquêtes antidumping devant être ouvertes et les avaient notifiées aux autorités des pays (régions) intéressés avant la publication de l'avis au public. L'avis d'ouverture d'une enquête laissait à toutes les parties suffisamment de temps pour s'inscrire et répondre. En outre, les autorités compétentes chinoises avaient adressé à toutes les sociétés défenderesses qui s'étaient inscrites un questionnaire, leur permettant ainsi de fournir des renseignements et des éléments de preuve. À la demande des parties intéressées, des auditions avaient parfois été organisées pour offrir aux parties intéressées une nouvelle occasion d'exprimer leur avis. Les autorités chinoises chargées de l'enquête avaient, dans toutes les enquêtes, ménagé aux sociétés des possibilités suffisantes pour accéder aux renseignements pertinents, soit par des canaux publics, soit par l'intermédiaire de leur mission diplomatique en Chine. C'est pourquoi les déterminations antidumping précitées étaient conformes aux prescriptions de l'article 6.8 de l'Accord antidumping et de son Annexe II. Il était juste que les autorités chinoises utilisent les données de fait disponibles pour déterminer les mesures antidumping visant "toutes les autres" sociétés d'un pays dès lors qu'elles omettaient de répondre ou étaient inconnues des autorités chinoises, ou que les renseignements n'étaient pas communiqués dans un délai raisonnable. L'ensemble des mesures adoptées par les autorités chinoises étaient pleinement conformes avec l'Accord antidumping.

2. **Au sujet des déterminations de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité dans les avis de déterminations établies dans les enquêtes précitées.** En établissant l'existence d'un dommage pour la branche de production et d'un lien de causalité

avec d'autres facteurs, les autorités chinoises se tenaient scrupuleusement à l'Accord antidumping de l'OMC et à la législation chinoise sur les points suivants: analyse complète et détaillée et évaluation de tous les indicateurs du dommage reconnus par l'OMC; démonstration par des éléments de preuve positifs que le volume des importations en provenance de chaque pays n'était pas négligeable et analyse des conditions de concurrence entre les produits importés, ainsi qu'entre les produits importés et les produits nationaux similaires dans le cadre de l'évaluation cumulative des effets des importations en provenance de plus d'un pays; analyse des autres causes du dommage causé à la branche de production; et éclaircissements donnés dans l'avis de détermination, etc.

**3. Au sujet de la divulgation des renseignements pertinents, et de la divulgation des méthodes de calcul utilisées pour déterminer les marges de dumping et des renseignements pertinents utilisés aux fins des déterminations préliminaires de l'existence d'un dommage dans les six enquêtes précitées.** Dans toutes les enquêtes antidumping qui avaient donné lieu à des déterminations préliminaires, les autorités chinoises avaient, dans leurs avis de détermination, exposé les données et les faits sur lesquels s'appuyaient les déterminations de l'existence d'un dommage, afin d'aider les parties intéressées à formuler des observations sur ces déterminations dans le but de protéger leurs intérêts propres.

**4. Au sujet de l'examen des caractères physiques et des utilisations des produits aux fins de l'établissement des déterminations relatives "aux produits similaires" dans les enquêtes antidumping portant sur le papier couché, le SBR et le TDI.** En établissant les déterminations relatives aux "produits similaires" dans les enquêtes précitées, les autorités chinoises avaient tenu pleinement compte des caractéristiques physiques et chimiques, ainsi que des utilisations et des moyens de distribution de ces produits et d'autres facteurs conformément à l'article 2.6 de l'Accord antidumping. Toutes ces déterminations figuraient dans l'avis au public des déterminations préliminaires ou finales. Cette pratique était pleinement conforme à l'Accord antidumping.

148. La déléguée de la Chine a relevé qu'un autre document contenant des questions lui avait été communiqué juste avant la réunion en cours. En raison du peu de temps imparti, elle ne pouvait donner que des réponses préliminaires:

**1. Au sujet de l'accès aux renseignements non confidentiels.** La Chine avait adopté les Règles provisoires sur l'accès aux renseignements non confidentiels dans les enquêtes antidumping, dont l'article 5 énonçait les types de renseignements non confidentiels accessibles aux parties intéressées. Son fondement juridique était l'article 23 de la Réglementation antidumping.

**2. Au sujet de la révision judiciaire, arbitrale ou administrative.** La révision judiciaire et la révision administrative étaient régies par la Loi sur les contentieux administratifs et la Loi sur les réexamens administratifs. L'article 53 de la Réglementation antidumping prévoyait la révision administrative et la révision judiciaire pour les enquêtes antidumping. Dans son interprétation judiciaire, la Cour suprême du peuple avait donné des éclaircissements sur la révision judiciaire d'une détermination antidumping. Ces révisions étaient aussi applicables aux mesures douanières.

**3. Au sujet du rôle de la Commission tarifaire du Conseil d'État.** Conformément à l'article 38 de la Réglementation antidumping, elle rendait ses décisions concernant le niveau des droits sur proposition du Ministère du commerce. À ce jour, elle n'avait modifié aucune proposition de ce genre émanant du Ministère du commerce.

4. **Au sujet des règles régissant les réexamens à l'expiration.** Le chapitre 5 de la Réglementation antidumping de la Chine était consacré à la durée et au réexamen des droits antidumping et des engagements en matière de prix. Les dispositions pertinentes étaient conformes à l'Accord antidumping de l'OMC. Les réexamens à l'expiration seraient effectués en stricte conformité avec la Réglementation antidumping et l'Accord antidumping de l'OMC.

149. La déléguée de la Chine a déclaré que, depuis son accession à l'OMC, son pays avait attaché une grande importance à la législation antidumping et à son application. Les enquêtes ouvertes par la Chine avaient pour seul but de préserver un système commercial international normal, un environnement de concurrence loyale ainsi que les droits et les intérêts des branches de production nationales de la Chine. Elles ne portaient que sur les importations dont les prix étaient inférieurs à la valeur normale et qui causaient un dommage.

150. Un autre délégué de la Chine a ensuite formulé des observations additionnelles sur des questions ou des déclarations relatives à certaines questions déjà abordées par le chef de la délégation chinoise. La Chine n'avait eu de cesse de mettre sa législation et sa pratique en conformité avec la lettre et l'esprit des règles de l'OMC et s'était sincèrement employée à respecter les engagements qu'elle avait pris lors de son accession. D'énormes progrès avaient été accomplis à cet égard, que beaucoup ont reconnus, notamment dans le domaine des mesures antidumping. Bien que la Chine eût fait l'objet de plus de 540 enquêtes antidumping depuis 1979, elle n'avait ouvert sa première enquête propre qu'en 1997. Dans chacune de leurs enquêtes, les autorités chinoises chargées de l'enquête s'étaient efforcées de ménager à toutes les parties intéressées des possibilités suffisantes pour défendre leurs droits et intérêts légitimes, sans exclure aucune des mesures correctives, y compris les procédures antidumping qui ne cessaient de s'améliorer, ainsi que les révisions administratives et judiciaires. Alors même qu'elle était une victime de prédilection des mesures antidumping, et malgré les nombreuses difficultés auxquelles elle avait dû faire face, non seulement en tant que nouveau Membre de l'OMC mais aussi en raison d'une situation en constante évolution et des réformes visant à restructurer et à réduire les effectifs du gouvernement, la Chine s'était néanmoins employée à mettre en place et à améliorer un régime de mesures correctives commerciales conforme aux règles de l'OMC, à ses obligations internationales et aux principes de la transparence, de l'équité des procédures et de l'État de droit, donnant effet à ce régime de la même manière. Sans vouloir affirmer que son système et son application étaient parfaits, la Chine considérait qu'elle allait dans le bon sens et qu'elle continuerait dans cette voie. À cette fin, elle comptait sur la coopération des autres Membres, sur leur confiance et leur bonne volonté, ainsi que sur leur objectivité.

151. Le délégué du Japon a remercié la Chine pour les réponses à ses questions et a déclaré que son pays était sensible aux efforts déployés par la Chine pour élaborer et améliorer la législation et les mesures nécessaires après son accession. Espérant que la procédure d'examen transitoire en cours permettrait au Japon de mieux comprendre la conformité des mesures antidumping de la Chine avec l'Accord de l'OMC, le Japon avait présenté quelques questions.

152. L'une des préoccupations qui avait motivé le Japon à présenter ces questions et celles qu'il avait encore à poser avait trait à la conformité de la procédure suivie par la Chine dans ses enquêtes antidumping. Une enquête antidumping devait être ouverte par la notification aux parties intéressées de l'ouverture de l'enquête. Or, certaines enquêtes avaient été ouvertes sans qu'aucune notification n'eût été envoyée aux parties défenderesses. Celles-ci n'ayant pas communiqué de renseignements, les autorités chinoises avaient alors appliqué les données de fait disponibles, alors même que les parties défenderesses n'avaient pas reçu de notification les avisant de l'ouverture d'une enquête. D'après la réponse que la Chine venait de donner, le gouvernement chinois avait adressé la notification aux autorités compétentes et non pas directement aux parties intéressées. La question complémentaire du Japon était la suivante: quelle était l'autorité compétente à laquelle la Chine avait notifié l'ouverture de l'enquête au lieu de s'adresser directement aux exportateurs ou aux producteurs dans les pays respectifs?

153. La seconde préoccupation du Japon avait trait à la transparence des enquêtes. Un grand nombre de sociétés s'étaient plaintes du caractère insuffisant des divulgations dans le processus de détermination, notamment de détermination de l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité. Comme l'avait relevé le délégué des États-Unis, une divulgation insuffisante empêchait les parties défenderesses de se défendre efficacement. Comme certaines sociétés défenderesses et le gouvernement japonais présentaient systématiquement leurs observations, il convenait que des explications suffisamment précises soient fournies à la partie défenderesse au sujet des déterminations relatives à l'existence d'un dumping et d'un dommage. Là encore, le Japon espérait que ses questions et les éclaircissements apportés dans le cadre du processus d'examen transitoire amélioreraient la transparence des mesures antidumping prises par la Chine et, ce faisant, aideraient les Membres à mieux comprendre l'engagement souscrit par la Chine vis-à-vis de l'OMC.

154. Le délégué des États-Unis a remercié la délégation chinoise pour ses observations et pour les réponses qu'elle avait fournies si promptement à leurs questions. Il avait deux questions complémentaires à poser. Tout d'abord, il a demandé à la délégation chinoise de bien vouloir répéter sa réponse à la question n° 4 des États-Unis. En outre, il a voulu savoir, à propos de la réponse à la question n° 1, partie b), si le gouvernement chinois et le Ministère du commerce avaient effectivement placé des documents relatifs à l'existence d'un dommage dans la salle de lecture publique de façon que les parties intéressées puissent les consulter.

155. Le délégué de la Chine a déclaré, au sujet de la première question concernant la notification relative à l'ouverture de l'enquête aux parties intéressées, que, dans la pratique, les autorités chinoises envoyaient la notification à la mission diplomatique du pays auquel étaient rattachées les sociétés dont les produits faisaient l'objet de l'enquête avant la publication de l'avis au public de l'ouverture d'une enquête. Ainsi, dans les cas particuliers visés dans la question du Japon, cette mission diplomatique devait être l'Ambassade du Japon à Beijing. Selon lui, cette façon de procéder était conforme à l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping de l'OMC.

156. Au sujet de la seconde question concernant la transparence des enquêtes effectuées par la Chine, notamment l'accès aux renseignements relatifs à l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité, il a relevé qu'elle avait été abordée dans la déclaration du chef de la délégation chinoise. En réalité, l'accès aux renseignements relatifs à l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité était possible au titre de l'article 8 de la Réglementation antidumping de la Chine, ainsi qu'au titre des articles 6 et 9 relatifs à l'enquête et à la détermination de l'existence d'un dommage causé à une branche de production. En l'espèce, une circonstance particulière avait déjà été invoquée, à savoir le processus de restructuration du gouvernement. Les compétences de l'ex-SETC ou Commission d'État pour l'économie et le commerce en matière d'enquête et de détermination de l'existence d'un dommage étaient désormais confiées au nouveau Ministère du commerce ou MOFCOM. En conséquence, c'est celui-ci qui fournissait dorénavant les renseignements concernant l'analyse du dumping et la détermination de l'existence d'un dommage, et c'est à lui que les parties intéressées pouvaient s'adresser pour obtenir ces renseignements.

157. Au sujet des deux questions des États-Unis, le délégué a déclaré que la première portait sur la méthode ou la façon de traiter les plaintes concernant la décision relative aux droits antidumping ou l'application de ces droits par l'Administration générale des douanes chinoise. La délégation chinoise avait déjà abordé cette question dans sa déclaration. Pour ce qui était de ces plaintes, la révision judiciaire ou administrative était possible et les parties intéressées pouvaient y recourir. La Chine avait également adopté des lois et des réglementations spéciales relatives à l'application et au recouvrement des droits de douane par l'Administration générale des douanes. Pour ce qui était de la seconde question des États-Unis, elle concernait elle aussi l'accès aux renseignements relatifs à l'existence d'un dommage et d'un lien de causalité. Selon le délégué, la réponse à cette question était plus ou moins la même que celle donnée à la question du Japon.

158. Le délégué du Japon a déclaré que, d'après la réponse qui venait d'être donnée sur l'ouverture d'une enquête, les autorités chinoises avaient notifié l'ouverture de l'enquête à la mission diplomatique japonaise, l'Ambassade du Japon, alors que le gouvernement japonais n'avait jamais donné son accord à cette façon de procéder. Le gouvernement japonais n'était pas tenu de notifier l'ouverture d'une enquête à une société japonaise. Conformément à l'Accord antidumping, c'est aux autorités chargées de l'enquête qu'il incombait de notifier l'ouverture de l'enquête aux sociétés faisant l'objet de l'enquête. Le Japon espérait que la Chine améliorerait la procédure antidumping, notamment en ce qui concernait la notification de l'ouverture d'une enquête et la divulgation des renseignements pertinents aux parties intéressées.

159. Le délégué des États-Unis a fait remarquer qu'au sujet de la possibilité, pour les parties intéressées, de consulter les documents relatifs à l'existence d'un dommage, la question américaine visait précisément à savoir si ces documents étaient désormais facilement accessibles dans la salle de lecture publique du Ministère du commerce à Beijing. Les États-Unis savaient que celui-ci s'était employé à placer les documents relatifs au calcul de la marge de dumping dans cette salle de lecture mais, à leur connaissance, les documents concernant l'existence d'un dommage n'avaient pas été placés dans cette salle et mis à la disposition des parties intéressées. Ainsi, la question visait précisément à savoir s'ils pouvaient désormais être consultés dans la salle de lecture. Ensuite, au sujet des dispositions régissant les modalités selon lesquelles l'Administration générale des douanes appliquait et recouvrait les droits antidumping et prévoyait une révision judiciaire, les États-Unis ont prié le gouvernement chinois de notifier au Comité les passages pertinents de ces textes législatifs et réglementaires pour examen.

160. Le délégué de la Chine a signalé qu'au sujet de la question du Japon, il avait jeté un coup d'œil dans l'Accord antidumping de l'OMC, dont l'article 6.1.3 disposait, à la note de bas de page 16, ce qui suit: "étant entendu que lorsque le nombre des exportateurs en cause sera particulièrement élevé, le texte intégral de la demande écrite ne devrait être communiqué qu'aux autorités du Membre exportateur ou au groupement professionnel pertinent". Il a relevé que cette disposition ne s'appliquait peut-être pas intégralement au fait que la Chine ait adressé la notification uniquement à la mission diplomatique japonaise en Chine. Il a cité cette disposition pour mettre en lumière la difficulté que pouvaient rencontrer les autorités chargées de l'enquête à adresser une notification à toutes les parties intéressées parce que celles-ci devaient être connues des autorités chargées de l'enquête. Il s'agissait là d'une difficulté pratique. Selon lui, l'Accord antidumping n'énonçait aucune prescription directe spécifique ou explicite.

161. Au sujet des questions complémentaires des États-Unis, la première visait à savoir si les renseignements relatifs à l'existence d'un dommage étaient actuellement disponibles dans la salle de lecture publique aménagée par l'ex-MOFTEC, aujourd'hui le MOFCOM. Comme il l'avait déjà souligné, la restructuration du gouvernement n'était pas encore achevée. La Chine avait évidemment l'intention de placer ces documents ou renseignements dans cette salle de lecture publique à l'avenir. Il a précisé que même avant la création du Ministère du commerce, la SETC était légalement obligée de divulguer ces renseignements aux parties intéressées, conformément à l'article 43 des Règles relatives à l'enquête et à la détermination de l'existence d'un dommage causé à la branche de production. S'agissant de la seconde question, elle visait à obtenir la notification des lois et réglementations pertinentes concernant ou régissant la mise en œuvre des mesures décidées par l'Administration générale des douanes chinoise. La Chine n'allait pas manquer de l'examiner et de vérifier si cette notification était effectivement prescrite par l'OMC conformément aux obligations de la Chine. Le délégué a ajouté que même aujourd'hui, quiconque souhaitait accéder aux renseignements relatifs à l'existence d'un dommage pouvait s'adresser directement au Ministère du commerce si ces renseignements n'étaient pas disponibles dans la salle de lecture publique.

162. Le délégué du Japon a déclaré que sa question ne concernait pas la demande émanant de la branche de production nationale mais portait sur la notification de l'ouverture de l'enquête. Le Japon a

néanmoins accueilli avec satisfaction la réponse de la Chine et espérait que celle-ci poursuivrait ses efforts dans le cadre de ses engagements vis-à-vis de l'OMC.

163. S'agissant du rapport du Comité sur l'examen transitoire, le Président a fait observer que le Protocole ne contenait aucune directive relative à l'élaboration du rapport. Après l'examen effectué à sa précédente réunion d'octobre, le Président avait rédigé, sous sa propre responsabilité, un rapport documentaire contenant des références aux documents pertinents, et joint la partie du compte rendu qui se rapportait à l'examen transitoire. Il a demandé aux Membres s'il y avait lieu de suivre cette procédure en l'occurrence.

164. Le Comité en **a ainsi décidé**.

M. RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DE L'ANTICONTOURNEMENT

165. Le Président a noté que, comme le savaient la plupart des Membres, le Groupe informel de l'anticonournement s'était réuni la veille au matin. À cette réunion, le Groupe informel avait examiné un nouveau document présenté par un Membre. Le débat avait été animé et utile, et le Président pensait que cela avait donné aux Membres matière à réflexion pour la poursuite des discussions sur cette question. En outre, une autre délégation avait rappelé à l'attention des Membres sur les idées proposées dans un document qui avait été distribué à la réunion précédente.

166. Le Président s'est déclaré convaincu que les délibérations du Groupe informel pourraient contribuer aux travaux des Membres au sein du Groupe de négociation sur les règles. Bien entendu, les travaux du Groupe informel étaient indépendants de tout ce que faisait le Groupe de négociation et ils avaient leur utilité propre, quels que soient les progrès accomplis – ou non accomplis – au Groupe de négociation. Il a donc vivement engagé tous les Membres à tirer le meilleur parti possible du caractère informel des débats du Groupe informel en y présentant des communications et en participant activement aux discussions.

167. La réunion suivante du Groupe informel était prévue pour le 22 avril 2004. La date limite pour le dépôt des communications destinées à cette réunion était fixée au 11 mars 2004. Le Président a exhorté les Membres à n'épargner aucun effort pour respecter cette échéance afin de permettre au Secrétariat de faire traduire et distribuer les communications en temps voulu. Cela permettrait aux délégations et aux experts des capitales d'étudier les communications dans la langue de leur choix à l'OMC et d'élaborer des réponses réfléchies qui enrichiraient les débats.

168. Le Comité **a pris note** du rapport du Président.

N. RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LA RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DE LA MISE EN ŒUVRE

169. Le Président a noté que, comme le savaient la plupart des Membres, le Groupe de travail sur la mise en œuvre s'était réuni le mardi de la semaine en cours. Le Groupe avait eu un débat utile sur la plus récente révision du projet de recommandation concernant les conditions de la concurrence pouvant être pertinentes pour décider si une évaluation cumulative des effets des importations était appropriée, mais aucun consensus ne s'était dégagé. Le Secrétariat avait été invité à élaborer une nouvelle révision du projet de recommandation.

170. Le Groupe avait également engagé les discussions sur les quatre nouveaux thèmes qui lui avaient été renvoyés par le Comité à sa réunion précédente. Bien que seuls quatre Membres aient présenté des communications sur les nouveaux thèmes et que certaines de ces communications n'aient été reçues que peu de temps avant la réunion, le débat avait néanmoins été intéressant et utile en ce

qu'il avait permis aux Membres de mieux comprendre les questions soulevées et les pratiques de divers Membres.

171. Le Président a vivement encouragé les Membres qui n'avaient pas présenté de communications sur ces thèmes à le faire. Il a fait observer que plus le Groupe disposerait de renseignements concernant l'approche des différentes autorités nationales sur ces questions, plus les Membres pourraient en tirer parti. Des renseignements additionnels concernant les pratiques nationales et les vues des différents Membres confèreraient une plus grande valeur aux débats.

172. La réunion suivante du Groupe était prévue pour le 20 avril 2004. La date limite pour le dépôt des communications destinées à cette réunion était fixée au 9 mars 2004.

173. Comme à l'accoutumée, le Secrétariat distribuerait un rappel des dates limites de toutes les réunions du printemps concernant la lutte contre le dumping. Le Président a exhorté les Membres à respecter cette échéance afin de permettre au Secrétariat de faire traduire et distribuer les communications avant les réunions. Cela permettrait aux délégations et aux experts des capitales d'étudier les communications dans la langue de leur choix à l'OMC et d'élaborer des réponses réfléchies qui enrichiraient les débats du Groupe à sa réunion suivante.

174. Le Comité **a pris note** du rapport du Président.

O. AUTRES QUESTIONS

i) *Communautés européennes – Droit antidumping imposé par la Communauté andine concernant le sorbitol en provenance de la France*

175. Le délégué des Communautés européennes a fait observer que cette question concernait un droit antidumping imposé par la Communauté andine sur le sorbitol en provenance de la France. En août 2002, la Communauté andine avait ouvert une enquête antidumping sur les importations de sorbitol en provenance de la France, à la suite d'une plainte déposée par *Indumaiz del Ecuador SA*, seul producteur de sorbitol dans la Communauté andine. L'affaire concernait des ventes françaises à des clients situés en Colombie et au Venezuela. Le 15 mai 2003, le Secrétaire général de la Communauté andine avait décidé d'imposer un droit antidumping définitif de 70 dollars EU par tonne de sorbitol importé.

176. Les CE avaient signalé à différentes occasions qu'elles doutaient de la compatibilité de cette procédure avec les règles de l'OMC. Les principaux problèmes étaient les suivants:

- La Communauté andine ne pouvait être considérée comme une union douanière car les prescriptions figurant à l'article XXIV:8 a) du GATT ne semblaient pas satisfaites: le Pérou n'avait pas encore adhéré à l'Accord sur le tarif extérieur commun tandis que, pour ce qui était des autres États membres, il n'existait, selon les informations dont disposaient les CE, aucun tarif extérieur commun pour un très grand nombre de produits.
- Il n'existait pas de tarif extérieur commun pour le produit en question car l'Équateur et la Colombie appliquaient un tarif extérieur de 15 pour cent, le Venezuela et la Bolivie un tarif de 10 pour cent et le Pérou un tarif de 4 pour cent.
- Seuls deux des cinq États membres (l'Équateur et le Venezuela) avaient notifié la Décision n° 283/1991 au Comité antidumping de l'OMC comme l'exigeait l'Accord antidumping.

177. Les CE avaient déjà fait valoir ces arguments au Comité mais elles n'avaient reçu jusqu'ici aucune réponse adéquate des États membres de la Communauté andine. La réponse donnée à ces critiques par la Communauté andine dans sa détermination finale était tout aussi inadéquate.

178. Ce cas soulevait une importante question systémique, à savoir l'emploi d'une union censément douanière pour justifier l'octroi d'une protection antidumping à des producteurs situés dans un pays contre des importations à destination de marchés tiers. Apparemment, les mesures qui étaient imposées ici visaient à protéger les producteurs situés en Équateur contre la concurrence à laquelle ils faisaient face sur des marchés tiers (Colombie et Venezuela). Dans de telles circonstances, des mesures ne pouvaient être imposées que dans les conditions visées à l'article 14 de l'Accord antidumping, ou si la Communauté andine était une union douanière. Les CE étaient convaincues que tel n'était pas le cas. L'imposition de ces mesures était donc une infraction manifeste aux règles de l'OMC.

179. Enfin, les CE ont souligné que, pour les raisons systémiques qui venaient d'être expliquées, cette question devrait intéresser tous les Membres, et elles souhaitaient connaître les vues des autres Membres à ce sujet.

180. La déléguée de la Colombie a remercié les Communautés européennes de leur intérêt pour l'enquête ouverte par la Communauté andine. Elle a fait observer qu'à la précédente réunion du Comité, les Communautés avaient posé des questions sous le point "Autres questions". La Colombie y avait répondu, de même qu'à certaines questions posées dans une communication adressée par les Communautés à la Mission de la Colombie. La Colombie n'ayant reçu aucune demande de complément d'information après avoir transmis sa réponse aux Communautés européennes, elle supposait que les renseignements fournis étaient suffisants. Elle souhaitait préciser cependant que la résolution de la Communauté andine n'avait aucun caractère supranational et qu'elle ne pouvait donc donner lieu à l'imposition d'un droit antidumping que si elle était adoptée individuellement par chacun des pays andins. La Colombie n'avait pas adopté cette résolution. En conséquence, la mesure n'était pas applicable en Colombie.

181. Elle a fait observer qu'apparemment les Communautés européennes souhaitaient que le Comité discute de la portée de l'article XXIV:8 du GATT et qu'elles demandaient aux Membres participant au Comité de déterminer quelle portée les Membres devaient conférer à la prescription selon laquelle les droits de douane et les autres réglementations appliqués par chacun des membres d'une union douanière au commerce avec les territoires qui n'étaient pas compris dans celle-ci devaient être identiques en substance. La Colombie estimait que le Comité n'était pas une instance compétente pour débattre de l'interprétation des Membres en la matière.

182. Pour conclure, la Colombie s'est déclarée surprise de la rigidité induite avec laquelle les Communautés interprétaient les engagements multilatéraux de la Colombie. Cela se démarquait de la créativité, de l'imagination et de la flexibilité dont les CE faisaient preuve à l'égard de leurs décisions touchant leurs mesures antidumping dans le contexte de l'élargissement des Communautés de 15 à 25 États membres.

183. Le délégué de l'Équateur a aussi remercié la délégation des Communautés européennes de l'intérêt qu'elle portait à la question du sorbitol. L'Équateur, qui souscrivait essentiellement à l'observation de la Colombie, considérait également que le Comité n'était pas l'instance appropriée pour débattre de la question de savoir si la Communauté andine était ou non une union douanière. En fait, l'Équateur estimait que la définition d'une union douanière, qui se trouvait à l'article XXIV:8 a) du GATT de 1994, n'exigeait nullement que ses membres doivent maintenir un tarif commun pour tous les produits, mais prescrivait simplement que "les droits de douane et les autres réglementations appliqués par chacun des membres de l'union au commerce avec les territoires qui ne sont pas compris dans celle-ci sont identiques en substance". De plus, ni l'article 4.3 de l'Accord antidumping de



l'OMC ni l'article XXIV:8 a) du GATT de 1994 n'exigeait que les Membres qui entendent agir collectivement pour imposer des mesures antidumping appliquent le même tarif douanier à 100 pour cent de l'univers tarifaire; et ni l'un ni l'autre n'exigeait que ces Membres appliquent le même tarif douanier aux importations du produit visé par l'enquête.

184. Quant à la Décision n° 283, que contestaient les Communautés européennes, il fallait savoir, comme l'avait expliqué la déléguée de la Colombie, que ce texte ne contenait aucune règle impérative obligeant les organes de la Communauté andine ou les autorités de ses États membres à agir de manière incompatible avec les Accords pertinents de l'OMC. Au contraire, la Décision n° 283 contenait des règles facultatives qui pouvaient être interprétées d'une façon conforme aux Accords de l'OMC. Telle avait été l'interprétation uniformément appliquée par le Secrétariat général de la Communauté andine dans ses enquêtes antidumping sur les marchandises originaires des États Membres de l'OMC.

185. Enfin, puisque les Communautés européennes avaient directement laissé entendre que cette mesure était une tentative visant à protéger les producteurs équatoriens, il fallait expliquer – en réponse aux préoccupations résultant de l'imposition par le Secrétariat général de la Communauté andine de mesures antidumping visant les importations de sorbitol cristallisé et non cristallisé provenant d'une entreprise des Communautés européennes – que l'Équateur n'appliquait pour le moment aucune mesure touchant les importations de ce produit à destination du marché andin.

186. La déléguée du Pérou a manifesté son appui aux observations faites par les délégations de la Colombie et de l'Équateur. Le Pérou estimait aussi que le Comité n'était pas l'instance compétente pour débattre de la question de savoir si la Communauté andine constituait une union douanière. Le Pérou appuyait aussi les déclarations faites par l'Équateur au sujet de l'article XXIV du GATT de 1994. Le Pérou souhaitait faire une observation additionnelle sur la question des Communautés européennes quant aux renseignements concernant le tarif extérieur commun. Le Pérou appliquait déjà 64 pour cent du tarif extérieur commun. Il s'était engagé à étudier et à évaluer la possibilité de s'y conformer intégralement d'ici la fin de l'année. Enfin, la déléguée a confirmé, à l'instar des deux autres membres de la Communauté andine, qu'aucun État membre n'avait notifié l'application des droits antidumping en question.

187. Le délégué de la Bolivie a aussi remercié les Communautés européennes de leur intérêt. Faisant siens les propos des orateurs précédents, il a informé les Membres que la Bolivie n'avait adopté aucune résolution en la matière et que cette mesure n'était donc pas appliquée en Bolivie.

ii) *Communautés européennes – Examen, par les États-Unis, de l'opportunité de déduire du prix d'exportation les droits compensateurs et les droits de sauvegarde au titre de l'article 201, dans les procédures antidumping*

188. Le délégué des Communautés européennes a fait observer que, dans un avis paru en septembre au *Federal Register*, les États-Unis avaient annoncé leur décision d'analyser le rapport entre les différents types de droits compensateurs, en particulier dans le contexte des procédures antidumping. La question examinée portait sur l'éventuelle déduction des droits perçus en vertu de l'article 201 (sauvegardes) et des droits compensateurs du prix à l'exportation servant au calcul de la marge de dumping.

189. Les CE s'opposeraient vivement à ce type de déduction. Elle gonflerait artificiellement la marge de dumping (et le montant des droits antidumping qui en résulteraient) du taux de la mesure de sauvegarde existante, ce qui signifie que le niveau de protection commerciale pourrait être doublé alors que la marge de dommage resterait inchangée. Du point de vue de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes, les mesures de sauvegarde existantes deviendraient redondantes dans la mesure où elles excèderaient "la mesure nécessaire pour réparer un dommage grave", contrairement à l'article 5.1.

190. Cette approche aurait des conséquences considérables et certains effets très pervers. L'exemple des sauvegardes appliquées par les États-Unis dans le cas de l'acier pouvait en être l'exemple. Toute nouvelle enquête antidumping portant sur les produits en acier visés par ces mesures amènerait automatiquement à constater l'existence d'une marge de dumping correspondant au moins au niveau actuel des droits de sauvegarde. Cela serait le cas même si les prix de vente étaient identiques sur le marché d'exportation et sur le marché intérieur, sous réserve bien entendu que la valeur normale soit fondée sur ces prix de vente.

191. Les CE, qui suivaient cette question avec grande préoccupation, exhortaient les États-Unis à veiller à éviter toute double protection en cas de cumul éventuel des mesures de sauvegarde avec d'autres types de droits compensateurs.

192. Le délégué du Japon a aussi exprimé ses préoccupations quant à la possibilité que les États-Unis modifient leur pratique, établie de longue date, consistant à ne pas déduire les droits de sauvegarde de l'article 201 et les droits compensateurs dans la détermination du dumping. Il a cité le mémorandum de recommandation présenté dans l'affaire de Trinité-et-Tobago par le Département du commerce des États-Unis au Tribunal du commerce international en août 2002, où l'on pouvait lire: "le fait de déduire du prix aux États-Unis le montant des droits de l'article 201 pour calculer le prix à l'exportation ou le prix à l'exportation construit accroîtrait artificiellement les droits antidumping et doublerait donc l'effet des mesures tarifaires correctives de l'article 201. C'est pourquoi une telle déduction n'est pas conforme à la politique du Département". Le Département du commerce a aussi déclaré dans le mémorandum de recommandation que la logique qui l'avait amené à ne pas déduire les droits antidumping du prix à l'exportation ou du prix à l'exportation construit, comme approuvé par le Tribunal du commerce international dans l'affaire Bethlehem Steel, confirmait la conclusion selon laquelle les droits de l'article 201 ne devaient pas non plus être déduits. Le Japon se demandait quelle logique amenait maintenant les États-Unis à modifier leur pratique établie de longue date. Il fallait craindre que le fait d'imposer une mesure tarifaire de l'article 201 à l'importation puis de déduire ces droits du prix à l'exportation pour calculer les marges de dumping ne revienne à doubler les mesures correctives commerciales protégeant la branche de production nationale aux États-Unis. Il a fait observer qu'aux termes de l'article 9.1 de l'Accord antidumping, il était souhaitable que le droit soit moindre que la marge si ce droit moindre suffisait à faire disparaître le dommage causé à la branche de production nationale. Et, aux termes de l'article 5.1 de l'Accord sur les sauvegardes, un Membre ne devait appliquer des mesures de sauvegarde que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement. Le Japon espérait que les États-Unis n'appliqueraient pas des mesures correctives commerciales excessives pour faire disparaître le dommage grave causé à la branche de production nationale.

193. Le délégué des États-Unis s'est félicité de l'occasion qui lui était donnée d'expliquer les procédures en cours. À titre préliminaire, il a noté la question du Japon quant à la logique expliquant la modification d'une pratique établie de longue date. Il a appelé l'attention de tous les Membres sur le fait qu'aucune décision n'avait été prise – la procédure d'examen de la question était en cours mais aucune décision n'avait encore été prise dans un sens ou dans l'autre.

194. Le 9 septembre 2003, en raison du caractère transversal de cette question qui influait sur un certain nombre d'affaires, les États-Unis avaient publié au *Federal Register* un avis invitant toutes les parties potentiellement concernées à présenter des observations sur la question. Un grand nombre d'observations avaient été reçues à la date de clôture du 9 octobre 2003. Toutes les observations reçues étaient accessibles sur le site Web de l'Administration des importations du Département du commerce (<http://ia.ita.doc.gov>). Il a fait observer en passant qu'en consultant le site Web ce matin-là, il avait constaté que la délégation des Communautés européennes et au moins une grande association du commerce japonais de l'acier avaient présenté des observations reflétant vraisemblablement les arguments formulés aujourd'hui au Comité.

195. Les États-Unis avaient aussi prolongé le délai pour la réception des observations présentées par toute partie intéressée, en réplique à toute observation reçue jusqu'ici. Les répliques devaient être reçues au Département du commerce au plus tard le 7 novembre 2003. Les Membres pouvaient trouver sur le site Web l'adresse à laquelle devaient être envoyées les observations en réplique.

196. Enfin, parmi les derniers événements en date, le Département du commerce avait reçu des observations concernant particulièrement l'affaire du fil machine en acier inoxydable en provenance de la République de Corée, qui était au stade de l'enquête. En fait, il ne déduisait pas les droits de l'article 201 du prix à l'exportation dans cette affaire. L'attention des parties était cependant appelée sur les procédures en cours pour faciliter les observations et parvenir à une décision sur cette question. Aucun ajustement n'avait été fait dans cette affaire, mais la question serait examinée aux fins de la détermination finale.

*iii) États-Unis – Interprétation correcte de l'annexe D du rapport annuel du Comité – Éviter un malentendu au sujet du nombre des décisions préliminaires et finales notifiées*

197. Le délégué des États-Unis a appelé l'attention des Membres sur le tableau figurant à l'annexe D du projet de rapport du Comité. Ce tableau contenait une comparaison du nombre des mesures provisoires et finales signalées dans les rapports semestriels avec le nombre des décisions préliminaires et finales notifiées au Secrétariat. L'intervenant a déclaré que le nombre mentionné pour les États-Unis à titre de "décisions notifiées" ne devait pas être mal interprété. Les États-Unis avaient pour pratique de fournir au Secrétariat tous les avis qui étaient publiés au sujet de procédures antidumping. De ce fait, les très nombreux avis mentionnés pour les États-Unis comprenaient non seulement ceux qui étaient normalement considérés comme des déterminations préliminaires ou finales, mais aussi les avis concernant l'ouverture des enquêtes, les prorogations de délais, les déterminations modifiées et les nombreuses autres actions qui intervenaient au cours des enquêtes et des réexamens antidumping. Apparemment, le Secrétariat avait élaboré le tableau en comptant tous ces avis plutôt que de prêter le flanc à la controverse en tentant de décider lesquels concernaient des "décisions préliminaires et finales".

198. Les Membres ne devraient en aucun cas interpréter à tort ce tableau comme signifiant que les États-Unis avaient effectivement pris autant de décisions que l'indiquait le nombre inscrit à la dernière colonne du tableau en question. La lecture du tableau semblait indiquer que plusieurs autres Membres étaient dans la même situation.

199. Cela ne voulait pas dire que le tableau ne contenait aucun renseignement utile. La colonne en question révélait par exemple que si le Brésil avait pris l'année précédente cinq mesures provisoires et finales, il n'avait communiqué au Secrétariat aucun des avis correspondants afin qu'ils puissent être examinés par les Membres. La situation était encore plus grave dans le cas de la Thaïlande qui avait pris 42 mesures provisoires et finales mais n'avait communiqué aucun avis. Ce manque de transparence était d'autant plus troublant qu'aucun de ces Membres n'avait opté pour participer aux exercices de transparence menés par le Groupe de travail en soumettant des communications décrivant leurs pratiques.

200. L'intervenant ne souhaitait pas conclure sur une note négative. Il estimait que l'Inde méritait une mention particulière à cet égard. L'Inde avait pris 118 mesures provisoires et finales pendant l'année à l'examen, soit deux fois et demie plus que le Membre venant en deuxième position – la Chine – et trois fois et demie plus que le nombre de mesures antidumping des États-Unis eux-mêmes. Et sur ces 118 mesures, le Secrétariat signalait avoir reçu 115 avis. C'était là un taux remarquable de notification que tous les Membres, notamment les pays en développement Membres, devraient s'efforcer d'émuler.

201. Enfin, le délégué des États-Unis ne pouvait conclure sans appeler l'attention des Membres sur un renseignement très utile figurant à la deuxième colonne, qui recensait les "mesures finales". Cette colonne résumait, Membre par Membre, les droits définitifs et les engagements en matière de prix, qui étaient ventilés à l'annexe C du rapport annuel. À la lecture de cette colonne, on constatait que les Membres qui appliquaient le plus souvent des mesures finales pour lutter contre le dumping dans leur territoire étaient, dans l'ordre: l'Inde, l'Argentine, la Turquie, la Thaïlande, les Communautés européennes et les États-Unis.

202. Le délégué de l'Inde a remercié les États-Unis de l'accueil qu'ils avaient réservé aux renseignements fournis par l'Inde.

*iv) Procédures concernant les demandes des Membres en matière d'activités nationales d'assistance technique – Déclaration du Président*

203. Le Président a déclaré que, comme le savaient les Membres, l'OMC possédait un grand programme d'assistance technique, qui était coordonné par l'Institut de formation et de coopération technique. Les Membres savaient aussi que la Division des règles mettait un vaste éventail de programmes d'assistance technique à la disposition des Membres. Ces programmes allaient d'un survol général des accords sur les mesures correctives commerciales jusqu'à des ateliers très détaillés consacrés à des aspects spécifiques des enquêtes sur les mesures correctives commerciales tels que le calcul des marges de dumping, la détermination des dommages et les procédures.

204. Dans le passé, les Membres étaient invités à présenter leurs demandes d'assistance technique longtemps à l'avance en indiquant les domaines prioritaires. Ces demandes formaient la base sur laquelle était élaboré un programme détaillé pour l'année suivante, lequel était débattu et adopté par les Membres au Comité du commerce et du développement.

205. Pour diverses raisons, et notamment pour donner aux Membres une plus grande flexibilité, le processus avait été modifié pour 2004. Ainsi, les Membres avaient maintenant toute latitude pour demander une activité nationale d'assistance technique à tout moment – il n'y avait pas de délai de rigueur. Toutefois, comme le savaient les Membres, la demande d'assistance technique en matière de règles excédait normalement la capacité d'assistance technique du Secrétariat. Le Président a donc conseillé aux Membres de présenter au plus tôt leurs demandes au Secrétariat. Cela assurerait que chaque demande pourrait être considérée au début du processus d'affectation des ressources avec une plus grande chance d'être inscrite au programme de l'année suivante, et aiderait la Division des règles dans ses activités de planification.

206. Les demandes d'activités nationales d'assistance technique pouvaient être adressées à M. Paul Rolian, Directeur de l'Institut de formation et de coopération technique, avec copie à la Division des règles, ou directement à la Division des règles avec copie à l'Institut.

207. Le Comité **a pris note** de toutes les déclarations.

P. DATE DE LA RÉUNION ORDINAIRE SUIVANTE

208. Le Comité était convenu à sa réunion du 21 février 1995 que les réunions ordinaires se tiendraient en principe la dernière semaine d'avril et la dernière semaine d'octobre. Le Comité des subventions et des mesures compensatoires avait le même calendrier, de même que le Comité des sauvegardes. Pour programmer ces trois réunions, il a été proposé que la réunion ordinaire suivante du Comité ait lieu dans la semaine du 19 avril 2004. Compte tenu des dates déjà fixées pour les réunions du Groupe de travail de la mise en œuvre et du Groupe informel de l'anticoncontournement, le Comité se réunirait donc à compter de l'après-midi du jeudi 22 avril 2004.

209. Le Comité **a décidé** de se réunir à la date proposée par le Président.

Q. RAPPORT ANNUEL AU CONSEIL DU COMMERCE DES MARCHANDISES

210. La séance a été suspendue pour permettre l'élaboration de la version définitive du rapport annuel, y compris les travaux de la réunion en cours, dont le texte a été remis aux Membres à la reprise de la séance.

211. Le Comité **a adopté** le rapport annuel.<sup>2</sup>

212. La réunion a été déclarée close.

---

---

<sup>2</sup> Distribué ultérieurement dans le document G/L/653 du 28 octobre 2003.